

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



sur **You Tube**

dès janvier 2019

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

COOPÉRATION INTERNATIONALE

LE GABON VU PAR L'AMÉRIQUE



Lire p. 4&5

LEVONS LE VOILE SUR LE CAMP DE GAULLE



Lire p. 6&7

VIE ÉCONOMIQUE

LA ZES DE NKOK POURSUIT SON EXPANSION



Lire p.10&11

L'ALGÉRIE PRÔNE LE COMMERCE SUD/SUD INTRA-AFRICAIN



Lire p.12

ÉDITION SPÉCIALE ANNIVERSAIRE



BOLLORÉ RELÈVE LE CHALLENGE DE LA DIVERSIFICATION

ASSINCO, LA COMPAGNIE QUI MONTE, QUI MONTE...

CÉCA-GADIS : 1^{er} OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE DU GABON HORS PÉTROLE ET MINES

OILIBYA DOIT SON ESSOR À SON ÉQUIPE

Prochain numéro :

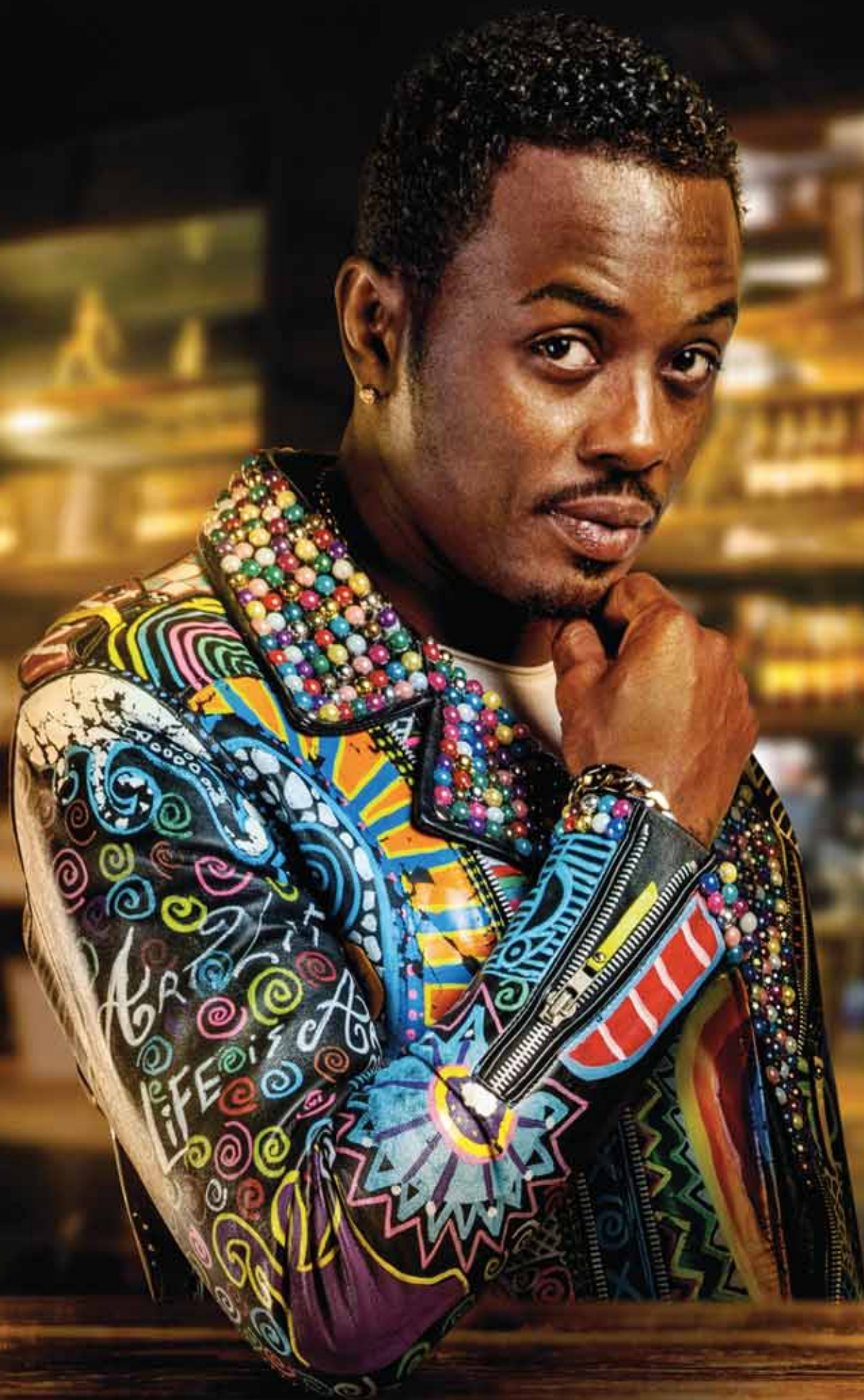
DÉVELOPPEMENT DURABLE – RSE – HSE

N°71
FÉVRIER
2019





Castel
Beer



NOUVEAU LOOK

• *Le goût de la réussite* •

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Sobraga | 
Les Brasseries du Gabon

Sommaire N°70

VIE ÉCONOMIQUE

4-11

CROIT-ON AU POUVOIR DES PME ? p. 8

LE GABON INTÈGRE COMPLÈTEMENT LE PROCESSUS DE KIMBERLEY p. 9

BICP : DÉJÀ 35 ANS AU GABON ! p. 15

L'AFRIQUE ACTEUR INCONTOURNABLE DU RENOUVEAU UNIVERSEL p. 18

DOSSIER

33-40



LES BAILLEURS DE FONDS NOUS ÉCLAIRENT

TIC

27

AIRTEL AFRIQUE RECRUTE 8 BANQUES POUR SON ENTRÉE À LA BOURSE DE LONDRES p. 27

CONSO & SANTÉ

30

CHARGE VIRALE DU VIH : LE GABON NE DISPOSE D'AUCUN CHIFFRE p. 30

Édito

7 ANS ! L'ÂGE DE RAISON ET LA RAISON D'UN NOUVEL ÉLAN

Par Anne-Marie Jobin

Voici la 70^e édition du journal *Economie Gabon* et nous espérons en publier encore beaucoup ! Nous n'abandonnerons pas l'espace d'expression qui vous est ouvert et qui constitue une source d'information non négligeable pour nos lecteurs. 10 numéros par an sont distribués à 12 000 exemplaires par nos soins.

Au fil de ces 7 années, pour aller chercher de nouvelles sources de création de valeur, nous sommes doucement tournés vers le numérique et le digital. C'est incontournable. Nous nous sommes adaptés, notre rédaction s'est étoffée, a su progresser et évoluer avec et grâce à de nouveaux outils. Aujourd'hui, *Economie Gabon* + format tabloïd est aussi diffusé par la voie de notre **site Internet** et sa promotion est relayée sur les réseaux sociaux par l'intermédiaire de notre page **Facebook (2 100 abonnés)** et notre compte **twitter (2 318 followers)**. Notre **newsletter bimensuelle** aborde des sujets plus internationaux et est adressée à **15 203 adhérents**.

La dernière nouveauté réside dans la création d'une chaîne **YouTube** baptisée « **Les Échos de l'Éco** ». À compter de janvier 2019, nous serons en mesure de filmer nos interviews et de les diffuser sur notre chaîne qui sera promue par l'intermédiaire des réseaux énoncés précédemment. Nous ne doutons pas du succès attendu ni de l'intérêt que vous porterez à cette création.

Tout ceci est possible grâce à la confiance que nous témoignent nos annonceurs en nous réservant des espaces sur un plan média annuel. La diversité de nos supports nous permet de toucher toutes les cibles et d'enrichir notre lectorat. Soyez-en très sincèrement remerciés par ces quelques mots.

Vous l'aurez compris, ce journal est porté par la passion et l'enthousiasme d'une équipe complémentaire où chacune et chacun œuvre dans sa partie pour atteindre un seul but : mieux vous écouter, mieux vous diffuser et encore mieux vous servir.

Au cours de cette année, nous avons évoqué de nombreux sujets. Malgré une conjoncture économique particulièrement difficile et complexe, bon nombre d'entre vous êtes restés optimistes au regard du plan de relance économique édifié en 2016 pour couvrir la période de 2017 à 2019. Ce plan se doit en effet de répondre notamment à la problématique de l'industrie pétrolière qui, aujourd'hui, malgré la crise suivie d'une embellie temporaire, se maintient à un niveau acceptable. Nous avons pu observer l'accélération de la diversification industrielle (transformation du bois), l'arrivée de nouveaux investisseurs (lire l'article concernant la ZERP de Nkok) et le soutien appuyé des bailleurs de fonds. Notons également la dynamique engendrée par des institutions telles que la Chambre de Commerce qui s'engage et signe des partenariats commerciaux internationaux ou l'ANPI qui permet à tout futur entrepreneur de créer sa société en 48 heures. Ces processus font du Gabon un pays en pleine mutation. L'économie n'étant pas de la fiction, permettez-moi, chères lectrices et chers lecteurs, au regard des agrégats intérieurs, de rester confiante pour l'année à venir.

Au nom de toute l'équipe d'*Economie Gabon* +, il est temps de vous présenter nos meilleurs vœux pour l'année 2019, en espérant qu'elle nous donne raison !

Directeur de la publication
Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction
Anne-Marie JOBIN
Rédacteur en Chef - Éditorialiste

Nancy DIGOMBE
Secrétaire de Rédaction
laredaction@economie-gabon.com

Responsable Multimédia
Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution
Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Stratégie & Développement
Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :
241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur Artistique & Infographie
Donald Ella

Impression : Multipress
Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales
MOBILITY MEDIA AFRICA Société
éditrice de : *Economie Gabon* +
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/
DCOM du 3 juin 2010

Siège social
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com
Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon



www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec
votre smartphone



Magazines en PDF
retrouvez tous
nos magazines en
version numérique
format PDF

INTERVIEW DE MONSIEUR JOËL DANIES, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS AU GABON

LE GABON VU PAR L'AMÉRIQUE

Les États-Unis d'Amérique ont établi des relations diplomatiques avec le Gabon dès 1960. Les USA sont un acteur majeur de la coopération en Afrique, notamment par le biais de la loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique, dite AGOA (African Growth Opportunities Act) à laquelle le Gabon fut éligible dès sa promulgation en 2000. Cette loi a suscité un accroissement de 500% des exportations africaines aux États-Unis au cours des dix dernières années et créé près de 1,3 million d'emplois. Pour en savoir davantage, nous nous sommes rapprochés de Son Excellence Monsieur Joël DANIES, ambassadeur des États-Unis au Gabon depuis le 18 avril 2018.

Par Anne-Marie Jobin



Joël DANIES, Ambassadeur des États-Unis au Gabon

ECONOMIE GABON + : Après six mois de présence au Gabon, quelles sont les actions menées et quelles ont été vos priorités ?

Merci de m'ouvrir les colonnes d'Economie Gabon+. J'ai porté une attention particulière à deux priorités : il s'agissait pour moi de trouver les points de convergence entre les États-Unis et le Gabon. L'objectif était de cerner les intérêts économiques bilatéraux pour mieux les faire évoluer. Par exemple : j'observe aisément que le Gabon a une jeunesse en quête de travail. Or, aux États-Unis, nous sommes très à la pointe dans les domaines de l'agriculture et de la technologie informatique. Il me semble donc opportun, et le Président de la République appuie cette idée, de convaincre des investisseurs américains pour qu'ils s'implantent au Gabon et offrent du travail et des formations aux jeunes Gabonais.

ECONOMIE GABON + : En 2017, les échanges commerciaux entre les États-Unis et le continent africain s'élevaient à 55 m^{ds} de dollars. À quelle hauteur le Gabon était-il concerné et dans quels secteurs d'activités ?

Le Gabon est actuellement le 134^e partenaire commercial des États-Unis pour les marchandises, avec 288 millions de dollars au total (dans les deux sens) en 2017. Les exportations de biens ont totalisé 89 millions de dollars et les importations 199 millions de dollars. Le déficit commercial des États-Unis avec le Gabon était de 110 millions de dollars en 2017. Nous continuons de croire que, selon une expression consacrée aux États-Unis, le Gabon « laisse de l'argent sur la table » en ne profitant pas suffisamment des avantages commerciaux accordés par l'AGOAA* qui permet à un grand nombre

d'articles produits et fabriqués au Gabon d'entrer sur le marché américain en franchise de droits. Je veux souligner que 50% des meubles en bois fabriqués dans le monde sont vendus aux États-Unis et fabriqués avec de la matière première extérieure. Donc, si le Gabon développe davantage son savoir-faire en termes de construction de meubles, c'est une opportunité favorable à l'exportation. Sur le plan touristique également, le Gabon a beaucoup à offrir. Il suffit de développer ce secteur pour inciter les Américains à découvrir ce pays. C'est aussi, par ce biais, une ouverture pour eux d'explorer les opportunités et d'envisager le développement d'un business.

En fait, pour attirer des investisseurs américains, il faut impérativement pouvoir s'appuyer sur des infrastructures solides et sérieuses telles que celles offertes par la zone économique de Nkok : des voies de circulations, un réseau Internet fiable, l'électricité en continu, la facilité de créer une entreprise avec le guichet unique etc... toutes ces conditions sont à mettre au crédit d'OLAM. Nous, Américains, nous connaissons très bien cette compagnie qui fournit une grande partie des tomates que nous consommons. Cet exemple me permet de rebondir sur le développement agricole indispensable au Gabon afin d'atteindre un niveau d'autosuffisance alimentaire correspondant à son important potentiel. Dans ce secteur aussi, OLAM, avec le programme GRAINE, fait preuve de sa volonté de participer à l'essor du Gabon. Nous nous sommes rencontrés et nous pensons évoluer ensemble en mêlant nos expériences et nos moyens, en avançant vers des objectifs très réalisables et profitables.

ECONOMIE GABON + : La collaboration engage les deux pays à accroître et renforcer le commerce bilatéral. Quels sont les produits les plus exportés

depuis les USA et quelles sont les matières premières exportées par le Gabon vers les USA ? En quelle quantité ? Quelle est la balance commerciale ?

EXPORTATIONS

En 2017, les catégories principales d'exportation (SH à deux chiffres) étaient les machines (27 millions de dollars), la viande (volaille) (17 millions de dollars), les navires et bateaux (9 millions de dollars), les véhicules (6 millions de dollars) et les produits sidérurgiques (5 millions de dollars).

Les exportations de produits agricoles des États-Unis vers le Gabon se sont élevées à 17 millions de dollars au total en 2017. Elles concernent principalement la viande de volaille et les produits de la volaille – hormis les œufs (14 millions de dollars), le bœuf et les produits du bœuf (3 millions de dollars), le porc et les produits porcins (140 000 dollars), les autres produits de consommation (126 000 dollars) et les aliments préparés (38 000 dollars).

IMPORTATIONS

Le Gabon a été le 110^e fournisseur de biens d'importation des États-Unis en 2017.

Les importations de biens en provenance du Gabon aux États-Unis ont totalisé 199 millions de dollars en 2017, en hausse de 85,3 % (92 millions de dollars) par rapport à 2016.

En 2017, les catégories principales d'importation (SH à deux chiffres) concernaient les combustibles fossiles (131 millions de dollars), les minerais, scories et cendres (manganèse) (52 millions de dollars), le caoutchouc (5 millions de dollars), le bois et les produits du bois (4 millions de dollars)



Crédit photo : © DR

et les objets d'art et antiquités (3 millions de dollars).

Les importations américaines de produits agricoles en provenance du Gabon se sont élevées à 5 millions de dollars au total en 2017 et concernent principalement le caoutchouc et les produits dérivés (5 millions de dollars).

BALANCE COMMERCIALE

Le déficit commercial des États-Unis avec le Gabon s'est établi à 110 millions de dollars en 2017, en hausse de 392,1 % (88 millions de dollars) par rapport à 2016.

Quant à l'investissement, les données sur l'IDE** des États-Unis au Gabon ne sont pas disponibles. Nous ne disposons d'aucune information relative à la répartition de l'IDE américain au Gabon.

L'IDE du Gabon aux États-Unis (stock) était de 1 million de dollars en 2017. Il n'existe pas d'information sur la répartition des IDE gabonais aux États-Unis.

ECONOMIE GABON + : Pouvez-vous nous donner quelques précisions quant à la nature des produits les plus exportés et au poids économique des exonérations.

L'AGOAA accorde aux produits éligibles un accès en franchise de droits au plus grand marché unique du monde. Elle confère également aux pays bénéficiaires un avantage concurrentiel important par rapport aux pays non éligibles à l'AGOAA qui doivent payer des droits de douane normaux pour entrer aux États-Unis. Le Gabon est devenu éligible à la Loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (AGOAA) dès le démarrage du programme en 2000. Mais il n'a pas encore développé toutes les opportunités offertes par l'AGOAA. Le seul secteur qui en a bénéficié au Gabon est la production pétrolière.

Depuis qu'il a accueilli le Forum de l'AGOAA en août 2015, le gouvernement gabonais a intensifié ses efforts pour aider les petites et moyennes entreprises à mieux utiliser l'AGOAA. La stratégie nationale gabonaise sur l'AGOAA, qui explique en détail comment le Gabon mettra en œuvre la promotion de l'AGOAA, est enclenchée. Une salle équipée d'ordinateurs dédiée à l'AGOAA est pleinement opérationnelle depuis novembre 2016 et fournit au public des informations sur cette loi et sur la meilleure façon de bénéficier de ses avantages. Le 15 mars 2018, en coopération avec le ministère gabonais de la Promotion de l'investissement privé, de l'entrepreneuriat national, des petites et moyennes entreprises, du commerce

et de l'industrie (MINPIP) et l'USAID Afrique de l'Ouest, l'ambassade des États-Unis à Libreville y a organisé un atelier sur l'AGOA. L'objectif de l'atelier était de former le milieu des affaires et d'encourager l'utilisation de l'AGOA. Plusieurs acteurs privés et publics, dont une cinquantaine de petites et moyennes entreprises, des fonctionnaires du MINPIP et des douaniers, ont participé à cet atelier d'une journée.

Le MINPIP a saisi cette occasion pour présenter la stratégie triennale d'utilisation de l'AGOA du Gabon qui doit encore être approuvée par le Conseil des ministres. Les responsables du MINPIP ont reconnu les lacunes du Gabon et ont déclaré que la stratégie actualisée répondrait à certaines de ces problématiques, notamment le manque de sensibilisation, le manque de directives de la part du gouvernement et le manque de coopération au sein du gouvernement et avec le milieu des affaires. (À noter : élaborée après le Forum AGOA 2015, la stratégie précédente sur l'utilisation de l'AGOA du Gabon n'a jamais été revue et approuvée par le Conseil des ministres). Selon le nouveau projet, le Gabon donnerait la priorité aux produits forestiers, aux produits agricoles et à l'artisanat. S'il est approuvé, le Comité national de l'AGOA qui réunit plusieurs agences MINPIP et quelques membres du secteur privé superviserait la mise en œuvre de cette stratégie. On ne sait ni quand ni comment les projets proposés dans le cadre de la nouvelle stratégie seront exécutés ou financés.

ECONOMIE GABON + : Pour concurrencer la Chine, le sénat américain a adopté le 3 octobre dernier un texte créant l'USIDFC, une nouvelle institution de financements en faveur du développement. 60 m^{ds} de dollars seront injectés dans l'économie du continent. Sous quelle forme, à quelles fins ? Investirez-vous dans les infrastructures ?

La raison pour laquelle le sénat américain a pris cette décision est qu'il est évident que les ressources du continent africain sont indispensables aux industries du reste du monde. Or, l'exploitation de ces ressources doit être directement profitable aux pays qui les détiennent. Les bénéfices doivent leur revenir pour qu'ils puissent assurer leur développement. Pour nous Américains, cette valeur de partage est fondamentale, qu'elle soit économique, éducative, industrielle... Nous avons tous intérêt à échanger nos savoirs et nos cultures réciproques. La vraie richesse est dans le partage.

ECONOMIE GABON + : Concernant l'éducation, la formation et l'apprentissage, quelles actions particulières menez-vous dans ce domaine et quel est le budget alloué à cette cause ? Quelles sont les opportunités proposées aux étudiants gabonais ?

Le gouvernement américain n'offre ni formation ni apprentissage. Cependant, nous avons un programme d'aide aux étudiants locaux appelé Education USA qui leur permet d'apprendre tout ce qu'il y a à savoir sur les études supérieures aux États-Unis. EducationUSA encourage les étudiants du monde entier à se former



L'ambassade des États-Unis à Libreville

aux États-Unis en leur fournissant des informations précises, complètes et à jour sur les possibilités d'études dans les établissements postsecondaires agréés. Depuis 2015, un bureau EducationUSA organise au Gabon des sessions d'information sur le système universitaire américain, en utilisant des technologies telles que Skype, Facebook et Google Hang Out pour communiquer avec les étudiants et les membres du corps enseignant. La plupart de nos sessions sont organisées au John Lewis American Corner qui sera bientôt installé au quartier Glass. EducationUSA offre également des sessions d'information sur les tests standardisés tels que le Test of English as a Foreign Language (TOEFL), exigés pour entrer dans la plupart des universités américaines. Le Président Bongo m'a demandé d'encourager les institutions académiques américaines à s'associer aux institutions gabonaises afin de promouvoir l'accès des jeunes Gabonais à notre système éducatif. Mon équipe et moi-même travaillons en ce sens.

ECONOMIE GABON + : Vous portez une attention très particulière à la nature, à la protection de la faune et de la flore. Depuis septembre, vous dirigez une importante opération de formation de 100 écogardes, 14 cadres et 33 militaires gabonais responsables des opérations de lutte contre le trafic illicite. Quels sont vos objectifs précis ?

En effet. Nous avons au Gabon un excellent partenaire en l'ANPN, notamment dans le domaine de la protection de l'intégrité territoriale du pays et de la forêt. Ce type de formation est essentiel au partenariat américano-gabonais, car il illustre l'engagement des États-Unis à l'égard du Gabon. Il renforce notre souci partagé de protéger l'environnement dans son ensemble, de protéger la flore et la faune du pays et d'aider le Gabon à renforcer la protection de ses frontières. De plus, la formation est adaptée à chaque classe en fonction des besoins et des demandes des écogardes et des gestionnaires des différents parcs. Les sujets abordés vont des soins aux blessés en milieu austère aux ordres militaires en passant par la planification des missions, l'engagement

des dirigeants, les opérations de détention, l'exploitation des sites et les opérations civilo-militaires, les principes fondamentaux de la surveillance et le suivi et le fonctionnement du matériel géospatial.

ECONOMIE GABON + : Comment vous impliquez-vous sur le plan culturel, sportif ?

L'Ambassade de Libreville s'implique de diverses manières dans la création et la mise en œuvre de programmes culturels et éducatifs pour favoriser l'échange de personnes et d'idées entre les États-Unis et le Gabon. Il s'agit notamment de spectacles culturels tels que la visite récente du Kenny Wesley Band, un groupe de jazz, et le programme Battery Dance de l'an dernier. L'Ambassade de Libreville conçoit et met en œuvre des programmes culturels venant appuyer ses objectifs. Nous proposons également des formations dans le domaine de l'entrepreneuriat, en particulier pour les jeunes et les femmes, dans celui du journalisme ainsi que des cours d'anglais qui se déroulent généralement au John Lewis American Corner. Le département d'État des États-Unis reconnaît l'importance des échanges interpersonnels et envoie des participants étrangers participer à des programmes d'échange aux États-Unis pour des séjours de courte durée afin qu'ils puissent avoir l'expérience des États-Unis en direct. Les trois programmes d'échange principaux disponibles au Gabon sont le Programme des Visiteurs Internationaux (IVLP), l'Initiative pour le Leadership des jeunes Africains (YALI) et le Programme de bourses Hubert H. Humphrey. Ces échanges envoient des leaders actuels et émergents de divers secteurs d'activités aux États-Unis pour y suivre une formation et établir des réseaux. Cette année, nous avons également inclus de très jeunes leaders dans ces échanges, en envoyant quatre leaders étudiants dans le cadre du Programme de Leadership pour la Jeunesse panafricaine (PAYLP). Les participants à ces échanges apprennent à travailler plus efficacement ensemble afin de résoudre les problèmes du monde.

ECONOMIE GABON + : En 2014, les États-Unis ont investi 2,4 m^{ds} de dollars pour lutter contre la crise Ebola qui fut rapidement enrayée. Votre implication

pour lutter contre le SIDA est sans commune mesure avec d'autres nations. Dès qu'une épidémie touche un pays, votre réactivité est aussi immédiate qu'efficace. Le paludisme est un fléau qui concerne l'ensemble du continent. Travaillez-vous à l'étude d'un vaccin ?

Les trois maladies que vous venez de citer sont un fléau pour l'humanité et ont un impact considérable sur l'économie. Nous travaillons et collaborons avec des institutions médicales, avec l'OMS bien-sûr, et échangeons avec des laboratoires internationaux. Des recherches sont développées sur le plan continental en collaboration avec les milieux médicaux de chaque pays pour enrayer ces virus dans les meilleurs délais. Nos efforts pour lutter contre le sida sont récompensés par une stagnation, voire une baisse dans certains pays, la réussite de notre combat contre la tuberculose est avérée et effectivement, la crise liée au virus Ebola est presque enrayée. Je ne doute pas qu'un vaccin contre le paludisme sera bientôt efficient.

ECONOMIE GABON + : Voulez-vous ajouter quelque chose ?

Oui, j'ai le plaisir de vous annoncer qu'un investisseur gabonais ouvrira en janvier un restaurant KFC (Kentucky Fried Chicken) spécialiste du poulet frit à l'aéroport. J'attends cela avec impatience. Dans les années 2010, la chaîne servait chaque jour près de 8 millions de clients dans le monde, dans 20 000 restaurants dont 98 % sont gérés en franchise et répartis dans 135 pays ■

* AGOA : African Growth Opportunities Act = Loi pour la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique

** Foreign Direct Investment = Investissement direct à l'étranger

www.economie-gabon.com

SUR NOTRE SITE

ECONOMIE GABON+ FAIT PEAU NEUVE AVEC LA REFORME DE SON SITE INTERNET... REDÉCOUVREZ L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS NOTRE VITRINE WEB

Flashez ce code avec votre Smartphone et visitez nous

ECONOMIE GABON + : En 2014, les États-Unis ont investi 2,4 m^{ds} de dollars pour lutter contre la crise Ebola qui fut rapidement enrayée. Votre implication

f t in

INTERVIEW DU GÉNÉRAL JEAN-PIERRE PERRIN, COMMANDANT LES ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU GABON

LEVONS LE VOILE SUR LE CAMP DE GAULLE

Le Camp de Gaulle fut construit en 1970 sur une surface de 36 hectares. Depuis le 1^{er} septembre 2014, traduction concrète de l'évolution du dispositif de présence française en Afrique prenant en compte les réorganisations en cours au regard des enjeux stratégiques et sécuritaires régionaux, les forces françaises au Gabon (FFG) sont devenues les éléments français au Gabon (EFG). La France dispose ainsi au Gabon de l'une de ses quatre bases militaires permanentes prépositionnées en Afrique (avec Dakar, Djibouti et la Côte d'Ivoire).

Par Anne-Marie Jobin

Avec 350 militaires déployés, les EFG constituent l'un des pôles opérationnels de coopération (POC) sur la façade ouest-africaine avec celui des éléments français au Sénégal (EFS). Tout en restant un point d'appui opérationnel et logistique, les EFG portent leurs efforts sur les actions de coopération régionale. Celles-ci visent plus particulièrement à accompagner les États africains dans le renforcement de leurs capacités de sécurité collective pour contribuer à la stabilité régionale. Chaque année, plus de 9 500 stagiaires bénéficient d'une formation dispensée par les EFG.

Les EFG sont commandés par un officier général, le COMELEF (commandant les éléments français au Gabon), relevant directement du chef d'état-major des armées (CEMA). Il est en lien avec les chefs de missions diplomatiques françaises, les correspondants de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et les chefs d'état-major des armées des différents pays de sa zone de compétence qui englobe les 11 pays de la CEEAC.

Pour la première fois, le général en poste responsable de cette mission accepte de répondre à nos questions.

ECONOMIE GABON + : Général Jean-Pierre PERRIN, vous assurez vos fonctions au Gabon depuis peu, mais votre expérience est riche d'enseignements. Quelles sont vos missions ? Par qui sont-elles dictées et de qui dépendez-vous ?

Je suis directement subordonné au chef d'état-major des armées françaises. Mon rôle est de contribuer au renforcement des capacités

africaines de maintien de la paix en aidant chacun des 11 pays de la CEEAC, s'ils en font la demande, à faire progresser leurs propres armées.

J'ai trois grandes missions. La première découle de mon statut de « POC », Pole Opérationnel de Coopération, au profit des 11 pays de l'Afrique centrale. Il s'agit, par le biais de ce que nous appelons le partenariat militaire opérationnel, de partager nos compétences et d'améliorer les capacités individuelles et collectives des militaires et des forces armées de la sous-région. Concrètement, ces formations sont dispensées soit « à domicile », dans les pays de la zone de la CEEAC qui en font la demande, soit ici, au Gabon, puisque notre pays hôte nous offre des conditions et des infrastructures qui permettent d'accueillir des stagiaires étrangers. La dernière quinzaine de septembre par exemple, nous avions au camp de Gaulle 130 stagiaires de 7 pays différents pour des formations communes. Travailler ensemble améliore grandement la connaissance réciproque, le respect mutuel et l'interopérabilité. Début octobre, nous avons formé 55 élèves-officiers tchadiens au centre d'entraînement au combat en forêt du Gabon (CECFOGA), avant que des instructeurs des EFG aillent dispenser une formation au Congo. Vous voyez qu'à Libreville, comme à Dakar, nous disposons d'un véritable outil de formation (un POC) et non pas d'un réservoir de forces comme à Djibouti ou Abidjan.

Ma deuxième mission est d'être un point d'appui logistique, ce qui consiste à pouvoir accueillir, équiper et soutenir des unités nationales ou multinationales susceptibles d'être déployées ailleurs en Afrique. C'est pourquoi nous avons sur place un stock RECAMP (Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix). Cette mission est en pleine cohérence avec l'architecture de l'Union Africaine.

Ma troisième mission consiste à assurer le contrôle opérationnel de deux unités qui me sont rattachées et qui ne se trouvent pas au Gabon. L'une est à Douala pour faciliter le transit maritime et l'acheminement de notre fret logistique, notamment à destination de l'opération *Barkhane* et des militaires français présents en Centrafrique. L'autre, nommée détachement d'appui opérationnel (DETAO), est stationnée à Bangui.

ECONOMIE GABON + : Quel est votre rôle auprès de l'appareil politique gabonais ?

Nous n'avons aucun rôle auprès de l'appareil politique. Le partenariat que nous entretenons avec l'armée gabonaise, au même titre qu'avec les armées des 10 autres pays de la CEEAC, entre dans le cadre de la coopération opérationnelle.

Comme c'est le Gabon qui nous accueille, il est normal que l'armée gabonaise soit la première bénéficiaire de notre activité. C'est ainsi que sur les 9 600 stagiaires que nous avons formés en 2017, 4 500 sont gabonais. Les formations sont opérationnelles dans les domaines du génie, de l'artillerie, de l'infanterie ou encore du travail d'état-major. Elles sont aussi techniques, pour former par exemple des frigoristes, des mécaniciens, des infirmiers, des armuriers... toutes ces spécialités sont indispensables au bon fonctionnement d'une armée.

ECONOMIE GABON + : Combien le camp de Gaulle héberge-t-il de militaires ? Combien de familles ? Quelles sont leurs missions ?

Aujourd'hui et depuis 2016 en fait, les éléments français au Gabon comptent 350 militaires. 125 (35%) sont en mission de courte durée, relevés tous les 4 mois. On les appelle les « tournants ». La dernière relève a eu lieu récemment puisque le 15 novembre dernier les 101 militaires arrivés à Libreville ont remplacé leurs camarades repartis dès le lendemain, vendredi 16 novembre, au terme de leur mission. Quant aux 225 autres (65%), ce sont les « permanents », ils sont affectés au Gabon le plus souvent pour 3 ans et en famille s'ils en ont une. Cela représente 132 familles et 225 enfants scolarisés dans les établissements de Libreville selon le choix des parents.

Quel que soit leur organisme d'appartenance (6^e BIMA, centre médical, gendarmerie prévôtale, direction de l'infrastructure, direction des systèmes d'information, éléments air...), nos militaires concourent tous à la mission majeure qui est celle de



Général Jean-Pierre PERRIN, commandant des éléments français au Gabon

Le partenariat que nous entretenons avec l'armée gabonaise, au même titre qu'avec les armées des 10 autres pays de la CEEAC, entre dans le cadre de la coopération opérationnelle

mettre nos compétences au service de nos partenaires en dispensant des formations à nos camarades des armées des pays de la CEEAC.

Mettre en œuvre des détachements d'instruction est la mission principale des 150 hommes et femmes du 6^e Bataillon d'Infanterie de Marine, désormais organisé en Groupement de coopération opérationnelle (GCO/6^e BIMA).

ECONOMIE GABON + : Êtes-vous en mesure de nous indiquer l'intérêt économique de votre présence pour le Gabon ?

L'intérêt économique n'est pas la finalité de notre présence, mais à l'évidence, nous sommes aussi un acteur économique. En tant qu'organisme, les EFG dépensent localement chaque année environ 5,5 mds de F CFA soit 12,6 millions d'euros. Ce montant comprend nos dépenses courantes de fonctionnement (énergie, alimentation, entretien des infrastructures...). Il comprend aussi, pour 1,3 mds, la masse salariale des 182 civils gabonais que nous employons. Les dépenses des ménages, qui génèrent elles aussi un impact économique non négligeable,

sont difficilement estimables.

ECONOMIE GABON + : Concernant les logements, comment et sur quels critères sont-ils attribués ?

Les militaires en mission de courte durée sont tous hébergés en chambre sur le camp. Concernant les familles, une petite moitié occupe les 61 logements construits dans l'enceinte du camp de Gaulle, les autres sont logés dans différents quartiers de la ville, dans des maisons individuelles ou des appartements loués à des particuliers ou appartenant au patrimoine domanial français. L'attribution se fait en fonction des postes occupés, certains devant être sur le camp ou à proximité pour des raisons de service (médecins ou certains techniciens), et en fonction des préférences des familles. Quel que soit leur logement, tous les militaires payent une redevance ou un loyer.

ECONOMIE GABON + : De quel matériel disposez-vous et à quelles fins ?

Nous avons surtout des matériels de service courant et des véhicules de la gamme

commerciale parce que notre présence ici ne justifie pas que nous disposions de matériels ou d'engins de combat. En revanche, nous dispensons des formations « sur mesure » et lorsque nous nous déplaçons dans les pays, nous formons techniquement les éventuels utilisateurs sur leurs propres matériels de dotation, selon les besoins circonstanciels de chacun. En conséquence, en termes d'équipement militaire, nous ne disposons pas de matériel militaire majeur. Nous avons un hélicoptère que nous utilisons comme moyen d'évacuation sanitaire, de reconnaissance et de liaison, et disposons sur l'aéroport de Libreville d'un avion espagnol pour les transports logistiques. Cet avion est une contribution de l'Espagne aux opérations menées par la France pour la paix et la sécurité.

ECONOMIE GABON + : La mise en place d'un service national universel (SNU) est à l'étude depuis le 16 octobre. Qu'en pensez-vous ?

En fait, le gouvernement a lancé en octobre une consultation nationale pour définir plus précisément le contenu du SNU et tenir compte en particulier des aspirations de la jeunesse, mais l'étude a commencé bien en amont et le cadre est fixé.



Vue aérienne du Camp de Gaulle

Le SNU devrait être effectif à l'horizon 2020 et organisé en deux phases. Une « phase de cohésion » obligatoire d'une durée d'un mois serait à effectuer vers l'âge de 16 ans et devrait permettre le « brassage social » et l'acquisition d'un certain nombre de connaissances et de savoir-faire utiles.

D'une durée de trois à douze mois, la deuxième phase, facultative, serait destinée à ceux désireux de s'engager davantage encore. Elle pourrait s'effectuer avant l'âge de 25 ans dans des domaines aussi variés que la défense, l'environnement, l'aide à la personne, le tutorat, la culture...

L'encadrement des jeunes, encore à l'étude, pourrait être confié en partie à des engagés volontaires de la phase II du SNU, à des jeunes en service civique ou encore aux élèves des écoles de fonctionnaires. Ce contingent pourrait être complété par des encadrants expérimentés. Les armées, elles, seraient mobilisées pour former au moins une partie des encadrants du SNU.

Il est à noter que ce service national universel n'est pas un service militaire.

Il n'a pas non plus vocation à pallier une quelconque difficulté de la jeunesse à rejoindre l'armée, car la jeunesse française postule volontiers pour rejoindre nos rangs. L'armée de Terre recrute chaque année environ 15 000 jeunes et n'est pas en sous effectif, ce qui fait de l'armée française une exception européenne.

ECONOMIE GABON + : Vous semblez très attaché à la réserve citoyenne ? De quoi s'agit-il ?

Si je suis effectivement très attaché à la réserve, c'est parce que je souhaite que l'armée ne soit pas repliée sur elle-même. Il ne s'agit pas de l'armée des militaires, mais de l'armée de la République donc, par définition, il s'agit de l'armée des Français. En conséquence, il me semble légitime de créer une interaction entre l'armée et son environnement. Il existe de nombreuses occasions de créer des passerelles entre l'armée française et nos compatriotes civils expatriés. Certains d'entre eux font partie de la réserve opérationnelle, c'est-à-dire qu'en uniforme et sous contrat, ils travaillent quelques jours par an au camp dans des fonctions dont nous avons besoin ponctuellement, par exemple médecin ou dentiste, mais pas seulement.

Adhérer à la réserve citoyenne est une façon plus souple et sans engagement de renforcer sa relation aux éléments français au Gabon. Les réservistes citoyens sont un facteur d'intégration pour nous. Ils nous permettent de relayer notre action et nous apportent leur expertise et leurs connaissances chacun dans son domaine. Une douzaine de nos concitoyens sont déjà intégrés et j'invite celles et ceux qui souhaiteraient davantage d'informations à nous contacter à l'adresse communication.efg@gmail.com ■

FÊTES À LA CARTE

Répandez la joie des fêtes dès maintenant!



Du **1^{er} au 31 décembre 2018**, bénéficiez de **300 000 à 1 500 000 FCFA**, correspondant à 3 fois le montant de la facilité de caisse rattachée à votre carte de paiement VISA.

Avec l'offre **Fêtes à la Carte***, prenez une longueur d'avance.

*Taux de Base Bancaire + 4% soit 15% HT
Frais de dossier : 37 000 FCFA HT



Avançons ensemble

CROIT-ON AU POUVOIR DES PME ?

Des rassemblements en tous genres sur le thème du décollage économique de l'Afrique ne cessent d'être organisés. On y débat de la transformation locale, de la croissance inclusive, de l'industrialisation, du chômage des jeunes, de la compétitivité, etc. Étrangement, le rôle des PME africaines n'y est souvent abordé qu'en filigrane. Pourtant, ce sont elles qui représentent le véritable levier de transformation économique de l'Afrique

La rédaction

Parce qu'elles représentent 90% des sociétés privées du continent et sont à l'origine de 45% des créations d'emploi, les PME garantissent une redistribution plus large et plus équitable des fruits de la croissance. Elles servent à la fois de laboratoire et d'incubateur en ouvrant la voie à l'innovation et à l'entrepreneuriat. Leur extraordinaire répartition sur l'ensemble des territoires leur permet d'apporter emplois et pouvoir d'achat dans les zones les plus éloignées des centres économiques. Elles constituent aussi un extraordinaire creuset pour la formation des ressources humaines. Enfin, elles sont la première étape du processus de rationalisation économique de l'Afrique. Malgré cette prépondérance, pourquoi les PME pèsent-elles seulement 33% du PIB du continent, contre 60% dans les économies développées ? Car elles ne bénéficient pas de l'attention économique et institutionnelle nécessaire, susceptible de favoriser leur développement. Elles subissent au contraire tous les matraquages fiscaux qui pénalisent leur croissance. L'étude récente du cabinet PWC a d'ailleurs démontré que les PME



africaines étaient les plus fiscalisées au monde. Quel bénéfice les PME peuvent-elles espérer retirer des impôts qu'elles seront amenées à payer ? Quels services publics leur seront rendus ? Malheureusement trop peu. Elles préfèrent donc bien souvent rester sous le radar et demeurer dans l'informel. Un autre élément de taille qui pénalise fortement le développement des PME en Afrique est leur difficulté d'accès aux financements. Les crédits proposés

par les banques atteignent des taux prohibitifs tandis que les marchés financiers sont encore trop faibles. Pour trouver de l'argent, les patrons en sont souvent réduits à recourir à des méthodes traditionnelles à peine moins onéreuses et certainement moins fiables (tontine, usuriers, etc.). Le ratio crédit au secteur privé sur PIB n'atteint que 18 % en moyenne en Afrique contre 30 % en Asie du Sud et 107 % dans les pays à haut revenu. Heureusement, la mesure des

besoins des PME a donné lieu à des initiatives innovantes. Parmi elles, la mésofinance, un mécanisme qui propose des outils de financement alternatifs, souples et rapides aux entreprises déjà trop développées pour les institutions de microfinance. La Banque Africaine de Développement s'est elle aussi emparée du sujet en créant le Fonds d'assistance au secteur privé africain (FAPA) doté de 125 millions de dollars, et plus récemment, le Fonds Africain de Garantie (African Guarantee Fund – AGF) basé à Nairobi, un fonds destiné à octroyer des lignes de crédit et une assistance technique à des institutions financières ciblées.

Comment en faire les champions de demain ?

Dans ce contexte de relance affirmée et de transformation des économies africaines, les dirigeants ont plus que jamais besoin de solutions concrètes aux nombreux défis qui leur sont posés. Une partie de la solution consiste à multiplier les interactions entre les différents acteurs de cet écosystème, depuis les chefs d'entreprise jusqu'aux banquiers en passant par les ministères et les institutions financières. Au niveau des banques, la gestion du risque « PME » doit être appréhendée différemment. La proximité sur le terrain que les banques doivent développer avec les PME leur permettra de mieux connaître la structure de leurs activités et leurs dirigeants, en les conseillant réellement dans le choix des

instruments de financement (produits de trésorerie, investissement, dette, etc.). Il est également primordial de faciliter leur accès aux marchés financiers et boursiers, à l'instar de l'expérience réussie de la bourse de Maurice, et de multiplier l'accès aux incubateurs de croissance, avec les conseils et le coaching nécessaires à leur développement. Les organisations patronales doivent également apporter davantage de réponses opérationnelles aux PME en leur fournissant des appuis techniques et en favorisant de plus fortes interactions entre les grandes entreprises et les PME sous la forme de contrats de sous-traitance, de formations, de mise à disposition de talents ou de transferts de savoir-faire. Du côté de l'État, les fonds publics de garantie, de soutien et d'accompagnement des PME doivent être plus « intelligents » dans leur format d'assistance et mieux gérés. À l'instar du Plan Phoenix lancé récemment en Côte d'Ivoire, l'État doit aussi faciliter l'accès des PME aux marchés publics lors des appels d'offres, dans l'esprit du « Small Business Act » américain. Proposer toute une gamme d'outils, de réseaux et de services aux PME africaines est indispensable. Elles sortiront ainsi de leur refuge et se donneront les moyens de la vocation qui est la leur : transformer durablement l'Afrique et devenir enfin les champions de demain.

source : ideas4development.org

L'incroyable
Noël

LE DECODEUR HD A PARTIR DE
5 000 FCFA*



LES BOUQUETS

CANAL+

*Tarif TTC en vigueur du 22/11/2018 au 24/12/2018 dans la limite des stocks disponibles pour tout échange de décodeur en HD. Prix maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

LE GABON INTÈGRE COMPLÈTEMENT LE PROCESSUS DE KIMBERLEY



Une mission du ministère gabonais des Mines a pris part aux travaux de la 15^e Assemblée générale annuelle

plénière du Processus de Kimberley (PK) qui se sont déroulés du 12 au 16 novembre 2018 à Bruxelles, en Belgique.

À l'occasion de deux auditions devant le groupe de travail sur la Participation et la présidence (CPC), cette délégation gabonaise conduite par Francis Mayaga-Mikolo, directeur général de la géologie et de la recherche minière, a présenté la législation en matière de diamant récemment adoptée par le gouvernement gabonais.

Il s'agissait notamment des décrets qui, respectivement, créent et organisent le Centre permanent du Processus de Kimberley (CPPK) et fixent les règles relatives au système de certification du Processus de Kimberley en République gabonaise.

Ces auditions ont également été l'occasion pour la partie gabonaise de présenter une feuille de route cohérente et complète en la matière. Un instrument destiné à régir le programme des activités que le Gabon devrait exécuter au cours de l'année 2019 en vue de

l'implémentation opérationnelle du Processus de Kimberley sur le terrain et d'obtenir sa validation par le CPC.

L'appréciation très positive de l'engagement constant du gouvernement gabonais et des efforts entrepris depuis trois ans pour rejoindre la grande famille du Processus de Kimberley a convaincu l'Assemblée générale qui a adopté une résolution consacrant la fin du processus d'adhésion du Gabon en sa séance plénière du 16 novembre 2018.

Au terme de ce processus, le Gabon fait à présent partie des pays membres de cette institution, avec un droit de vote. Grâce à cette intégration complète et définitive au PK, le Gabon pourra désormais dérouler l'exécution de toutes les activités relatives à l'application du Processus de Kimberley dans le pays ■
Source : Agence Ecofin

FORÊT & BOIS : LES AXES DE LA GÉNÉRALISATION DE LA CERTIFICATION

Au terme de deux jours de travaux qui se sont déroulés les 22 et 23 novembre 2018, les participants au forum sur la généralisation de la certification des activités de la filière forêt-bois d'ici à 2022 ont proposé plusieurs recommandations visant à atteindre cet objectif.

Par Anne-Marie Jobin



Organisé par le Bureau de coordination du Plan stratégique Gabon émergent (BCPSGE), le forum sur la généralisation de la certification des activités de la filière forêt-bois d'ici à 2022 a pris fin le 23 novembre. Plusieurs recommandations ont été faites par les participants pour essarter la voie qui mène vers cet objectif.

Les panélistes ont identifié quatre types de concessions forestières dans le cadre de cette entreprise. Les unités forestières d'aménagement (UFA), d'une superficie totale de 12 600 millions d'hectares ; les conservations provisoires d'aménagement exploitation-transformation (CPAET), d'une superficie de plus de 2 300 millions d'hectares ; la réserve de Nkok, avec plus d'1 366 000 hectares ; et les forêts communautaires (FC) dont la superficie se chiffre à 357 563 hectares.

Ces concessions forestières sont réparties

entre les nationaux (10%), les Européens (16%) et les Asiatiques (74%). En dehors des forêts communautaires et de la réserve de Nkok, 100% de concessions figurent dans le processus d'aménagement.

Pour tendre vers l'objectif assigné au forum, les panelistes ont invité les administrations à s'assurer avant tout de l'application effective des textes en vigueur. Pour eux, les entreprises forestières doivent choisir elles-mêmes les systèmes de certification. Un état des lieux doit être réalisé pour la vérification de la mise en œuvre effective des plans d'aménagement. Ceci permettrait d'apprécier les niveaux de chaque entreprise et d'identifier le type d'accompagnement approprié.

Les opérateurs proposent également que le cadre réglementaire et législatif soit adapté à la problématique de la certification forestière. Il serait nécessaire d'accompagner les entreprises vers la

certification par des programmes d'appui technique et financier.

« Ce qui va changer au terme de ce forum c'est que le Gabon va s'engager dans un réel processus de rigueur dans la gestion et l'exploitation forestière, notamment en termes de plan d'aménagement. Au-delà, il y aura ce qu'on appelle maintenant l'Arbitre juste ou l'Avocat juste, c'est-à-dire le certificateur qui pourra voir qui de la partie privée, les exploitants forestiers, ou de l'administration

publique s'assure de l'application des textes en République gabonaise. Chacun a fait son travail pour la certification du processus. Le certificateur atteste que le processus entre l'administration et les opérateurs a été respecté, que les lois en République gabonaise ont été respectées », a déclaré Liban Soléman, le coordonnateur du BCPSGE, indiquant qu'il y a « un engagement ferme du gouvernement à appuyer les opérateurs » ■

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

SAVOUREZ EN STYLE

VENEZ TERMINER L'ANNÉE EN BEAUTÉ DANS UN CADRE CHIC ET SOPHISTIQUE

ANIMATIONS MUSICALES
COCKTAIL DE BIENVENUE OFFERT À L'ARRIVÉE

DÉJEUNER DE NOËL À PARTIR DE 12H30
35 000 FCFA

RÉVEILLON DE LA SAINT-SYLVESTRE À PARTIR DE 19H30
55 000 FCFA

DÉJEUNER SPÉCIAL DU 1^{ER} JANVIER À PARTIR DE 12H30
38 000 FCFA

ENFANTS DE 6 À 11 ANS : - 50 %
ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS : GRATUIT

DÉCOUVREZ NOS BÛCHES DE NOËL DU 15 AU 28 DECEMBRE
SUR COMMANDE, 48H À L'AVANCE

RÉSERVATIONS: 01 448 000 / 01 448 065

RADISSON BLU OKOUME PALACE HOTEL LIBREVILLE
5 BOULEVARD DE NICE, B.P. 2254
TÉL: 01 448 000 / 01 448 065
radissonblu.com/hotel-libreville

INTERVIEW DE GABRIEL NTOUGOU, ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DE LA GSEZ, ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE DE NKOK

LA ZES DE NKOK POURSUIT SON EXPANSION

La zone économique spéciale de Nkok est issue d'un partenariat public-privé entre la République gabonaise et Olam International qui ont créé une joint-venture dénommée GSEZ SA. Celle-ci est chargée de l'aménagement de la Zone Économique Spéciale, de l'entretien et de la fourniture des services d'usage aux opérateurs qui y sont installés (eau, électricité, Internet, etc.). L'autorité administrative, dont Monsieur Gabriel NTOUGOU est administrateur général, assure la gestion du guichet unique (l'ensemble des administrations publiques installées dans la zone) et garantit le respect par les opérateurs de la zone de la réglementation en vigueur en République gabonaise.

Par Anne-Marie Jobin

La ZES de Nkok est située à 27 km de la capitale et s'étend sur 1126 ha. Consécutivement à la interdiction d'exporter le bois en grumes en vigueur depuis 2010, a été décidée la mise en place d'un écosystème adapté et d'une infrastructure de niveau mondial afin de favoriser la première, la deuxième et la troisième transformation du bois sur le sol gabonais, ainsi que celle d'autres ressources naturelles. Environ 600 ha de cette zone économique spéciale multiproduits sont dédiés aux activités de transformation du bois. La ZES de Nkok compte aujourd'hui 133 clients (parcelles achetées) de 16 nationalités différentes et les investissements directs étrangers réalisés à ce jour s'élèvent à plus de 200 m^{ds} de FCFA. 58 entreprises sont déjà en production et 29 autres sont à différents stades de construction.

ECONOMIE GABON+ : Monsieur NTOUGOU, quels sont les secteurs dans lesquels se développent les 58 entreprises en production ?

Avant d'entrer dans le vif du sujet, permettez-moi tout d'abord de préciser le contexte dans lequel l'État gabonais vient à développer une zone économique spéciale.

Jusqu'à une période très récente, notre pays était essentiellement producteur de matières premières qui, pour la plupart, étaient transformées à l'étranger. Ce modèle économique est, depuis avant les indépendances, le principal modèle sur lequel est fondée notre économie. Il s'agissait donc d'une économie foncièrement rentière basée sur l'extraction et l'exportation des matières premières brutes. C'est le cas par exemple du pétrole qui contribue encore aujourd'hui

à environ 40% du PIB, 45% des recettes budgétaires de l'État et 80% des exportations. L'exploitation du manganèse et du bois constitue une autre source de financement et de soutien de notre économie, dans une moindre mesure. Mais la réalité aujourd'hui est que ce modèle économique n'a pas permis un véritable développement. Au regard du Qatar ou de Dubaï qui sont des pays dont les conditions naturelles offrent des potentialités relativement similaires, la démarcation est claire. Les indicateurs de développement de notre pays n'affichent pas les mêmes performances.

Ce constat appelle nécessairement à revoir notre modèle économique. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait la plupart des pays riches en sous-sol, y compris le Qatar et Dubaï. Une réelle transformation économique s'impose. Celle-ci passe inévitablement par l'industrialisation des secteurs d'activités.

Par l'adoption du Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE), le président de la République Ali Bongo Ondimba s'inscrit clairement dans un nouveau paradigme économique dans lequel il s'agit de privilégier l'industrialisation à l'extraction. Aujourd'hui, on mesure le résultat de cette décision au regard du développement d'un parc industriel destiné à la transformation locale des bois tropicaux gabonais. Je vous parle-là de la création de la zone économique spéciale de Nkok. La ZES de Nkok est donc le symbole par excellence de la transformation de l'économie gabonaise.

Cette zone, dont les travaux ont débuté en 2010, a connu un dynamisme sans précédent. Les premières installations d'entreprises débutent en 2011. Puis, de 2 entreprises en 2011, nous sommes passés à 55 en 2016 pour atteindre 87 aujourd'hui (dont 58 en production et 29 en construction). La plupart de ces entreprises opèrent dans le secteur bois, soit 49 : leurs principales activités sont le sciage, le rabotage, le déroulage, le placage, la fabrication de meubles et le séchage. Nous avons aussi

5 entreprises dans la sidérurgie : fabrication de fer à béton, billettes d'acier, fabrication de lingots de cuivre, de plomb, d'aluminium et de bronze ; 2 dans le secteur de la chimie : mise en bouteille d'oxygène et d'acétylène, fabrication de batteries pour automobiles ; et 2 dans l'agro-industrie. Le Gabon réduit très rapidement son écart d'industrialisation avec les autres nations exportatrices de bois (Malaisie, Inde, etc.).

ECONOMIE GABON+ : Au total, combien d'emplois ont été créés au sein de la GZES de Nkok ?

D'abord, il faut noter que le développement du secteur bois à lui seul a offert plus de 13 000 opportunités d'emploi depuis le lancement de la ZES de Nkok.

À la fin du mois de septembre 2018, la zone elle-même enregistrait déjà 3 600 emplois directs, dont 65% de nationaux et 35% de non-nationaux. Les hommes (67%) sont plus nombreux que les femmes (33%), bien que selon les opérateurs de la zone, ces dernières soient réputées plus travailleuses. La plupart des employés de la zone ont entre 18 et 35 ans dont les 26-35 ans représentent la plus forte proportion, soit 68%. 80% des métiers varient entre manœuvres, terrassiers, scieurs, menuisiers, colieurs et cubeurs. Mais de plus en plus de jeunes Gabonais, notamment ceux qui sont bilingues anglais, occupent des postes de superviseurs techniques, assistants administratifs, comptables, voire QHSE (qualité, hygiène, sécurité, environnement). Ils représentent déjà 8% des personnes employées. On compte aussi quelques soudeurs et électromécaniciens locaux (5%). La ZES de Nkok est un environnement où plusieurs nationalités collaborent au quotidien.

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont les actions que vous menez pour attirer les investisseurs étrangers ?

La zone étant dédiée à 75% à l'exportation, sa principale clientèle réside au-delà des frontières gabonaises, notamment



Gabriel NTOUGOU, Administrateur général de la GSEZ, Zone Économique Spéciale de Nkok

De 2 entreprises en 2011, nous sommes passés à 55 en 2016 pour atteindre 87 aujourd'hui (dont 58 en production et 29 en construction)

en Inde, en Chine, en Europe (France, Italie, Espagne) et en Amérique du Nord (États-Unis, Canada), sans oublier l'Égypte et le Maroc, deux pays africains dont la demande s'affirme avec acuité. Outre la communication sur les médias étrangers (CNN, The Print, la presse chinoise, Times Now, etc.), nous organisons régulièrement des événements à dimension internationale. Je voudrais citer par exemple le Gabon Wood Show l'année dernière qui a débuté d'abord par l'inauguration du centre d'exposition des produits « Made in Nkok » et qui a vu la participation de plus de 400 acteurs de la filière bois mondiale. Le principal objectif de cet événement était de faire connaître davantage la ZES de Nkok, le type d'investisseurs qu'on y trouve et *in fine* les produits issus de la transformation locale des multiples essences qui poussent dans notre pays. De même, il s'agissait de faire découvrir aux organismes de certification du bois et des forêts les plus connus, le processus de transformation de notre bois depuis la forêt jusqu'au conteneur, en passant par l'usine. Les dates de l'édition 2019 du Gabon Wood Show ont déjà été fixées : elle se tiendra du 24 au 26 juin 2019. Nous attendons plus de 35 pays, 5000 participants et plus de 75 exposants. (www.gabonwoodshow.com).

Sur le plan institutionnel, nous adhérons aux organisations

œuvrant pour le développement des zones franches dans le monde. À ce jour, la ZES de Nkok est membre actif, avec droit de vote, de l'Organisation Mondiale des Zones Franches (plus connue en anglais sous l'appellation World Free Zone Organisation, WFZO). Nous sommes aussi membre fondateur de l'Organisation Africaine des Zones Franches. Ces prises de participation contribuent largement à asseoir la crédibilité de notre zone et lui confèrent plus d'attractivité auprès des investisseurs internationaux qui prennent part à ces grands rendez-vous internationaux.

Les réformes administratives ne sont pas en reste. Nous travaillons d'arrache-pied afin de rendre la zone économique spéciale de Nkok de plus en plus attractive en améliorant le cadre des affaires. Avec le soutien constant et les orientations stratégiques du gouvernement, par le biais de notre tutelle administrative (le ministère de la Promotion des Investissements et des PPP) et grâce à la nouvelle loi dite « Loi sur les Zones Industrielles Spécialisées » (ZIS), la ZES de Nkok devient un parc industriel encore plus vaste pouvant accueillir d'autres secteurs d'activités tels que les nouvelles technologies et les services (possibilité de création de holdings). Aussi est-il désormais possible de s'installer dans la zone et de cibler

essentiellement le marché local (Gabon) et surtout sous-régional (CEMAC) qui est vraiment dans le viseur des entreprises locales actuellement. Ainsi, la ZES de Nkok permet non seulement à des investisseurs venus d'Asie, d'Europe et d'Amérique de s'installer au Gabon et d'y faire du business, mais constitue aussi une véritable opportunité pour des entreprises locales de redéfinir leur modèle de croissance au point d'être capable aujourd'hui de cibler des marchés plus larges que le Gabon, notamment la zone CEMAC (Gabon, Cameroun, Congo, Tchad, Guinée Équatoriale, Centrafrique).

ECONOMIE GABON+ : Êtes-vous satisfaits de l'évolution de la zone ? Quelles sont les perspectives à court et moyen terme ?

Nous sommes plus que satisfaits du dynamisme actuel de la ZES de Nkok. Même si nous nous sommes fixé des objectifs encore plus forts, notamment la réalisation d'un chiffre d'affaires global de 1,5 mds de dollars d'ici à 2020, nous pouvons répondre avec certitude que l'évolution actuelle de la ZES de Nkok est sans précédent. Grâce au développement de cette zone, notre pays occupe actuellement la 1^{re} place en Afrique et la 5^e dans le monde des producteurs de placages. Qui l'eût cru ! En l'espace de 5 ans, la production de la ZES de Nkok représente 38% des containers exportés pour un chiffre d'affaires qui atteint déjà 130 millions de dollars à l'année (exportations de bois uniquement). Ces chiffres confirment que la ZES de Nkok est désormais le symbole par excellence de la transformation du Gabon. Accélérer le dynamisme de la zone c'est aussi accélérer la transformation. Certains opérateurs déjà installés dans la zone ont agrandi leurs installations ; d'autres ont même construit des unités de production (usines) additionnelles par rapport à celles prévues initialement.

La zone tire vraiment l'économie vers le haut en élargissement la chaîne des valeurs du secteur bois et en montrant désormais l'importance des secteurs autrefois négligés, notamment la logistique. D'emblée ce secteur devient stratégique : la collecte de la ressource, le transport et l'export/import sont devenus des activités à très forte valeur ajoutée.

Dans un futur très proche, nous avons l'intention de lancer la quatrième transformation du bois, notamment les MDF (Medium Density Fiber), très prisés sur le marché. Nous comptons démarrer la production de ce type de produits au courant de l'année 2019.



Les dates de l'édition 2019 du Gabon Wood Show sont fixées : elle se tiendra du 24 au 26 juin 2019. 35 pays, 5000 participants et plus de 75 exposants sont attendus. (www.gabonwoodshow.com)

ECONOMIE GABON+ : Une école de formation aux métiers du bois est en passe d'être fonctionnelle. Par qui est-elle gérée ? Comment sont recrutés les professeurs et les élèves ?

Concernant la ZES de Nkok, il s'agit de deux grands projets de construction de centres de formation professionnelle et de perfectionnement. Le premier est déjà en cours de réalisation et piloté par la société chinoise AVIC International. Ce centre, qui est l'un des trois centres construits par cette société dans le pays, est d'une capacité de 1 500 étudiants avec des dortoirs pour 500 étudiants, des logements pour les enseignants et des espaces sportifs (tennis, football, basket, etc.). L'achèvement des travaux est prévu pour début 2020. Il a pour vocation de former les jeunes Gabonais à plusieurs métiers liés à l'industrie tels que la plomberie, la mécanique, l'électricité, le froid, la maçonnerie, etc. Quant à lui, le deuxième projet est sous financement Banque Mondiale. Il comprend deux centres dont l'un concerne les BTP et l'autre

les TIC. Ces trois centres seront placés sous la tutelle du ministère en charge de la formation professionnelle via l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle et de Perfectionnement (ANFPP). Ainsi, les recrutements et le suivi de la formation seront gérés par l'ANFPP.

ECONOMIE GABON+ : L'ATIBT (Association Technique Internationale des Bois Tropicaux) assure aujourd'hui la promotion du développement d'une filière durable, éthique et légale des bois tropicaux en tant que matière première naturelle, renouvelable et essentielle pour le développement socio-économique des pays producteurs. Quelle est son action dans la zone ?

Nous collaborons très étroitement avec l'ATIBT qui est un acteur clé dans l'industrie bois au Gabon et dans le monde. Lorsqu'il s'agit des questions liées à la protection des forêts et à leur exploitation durable, il est important de s'entourer d'experts

du domaine. Aussi souhaitons-nous créer un pont d'échanges stable et durable avec l'ATIBT et les autres acteurs de la filière tels que l'UFIGA et les autres syndicats de professionnels du secteur.

ECONOMIE GABON+ : En octobre dernier, pour contrôler la légalité de l'intégralité des grumes

livrées dans la zone de Nkok et garantir la conformité au droit de l'ensemble des grumes transformées, vous avez signé un contrat avec FRMi (bureau d'étude d'ingénierie forestière à l'international) et Brainforest (ONG de droit gabonais). Nous comprenons leur rôle, mais quels sont les moyens mis en œuvre sur le terrain ?

Ce partenariat vise à mettre en place un dispositif efficace capable d'assurer la traçabilité du bois transformé dans la zone. D'abord, il faut préciser qu'en matière d'aménagement des forêts, le Gabon est un bon élève. Nos forêts exploitées sont toutes soumises à des plans d'aménagement suivis de très près par les autorités compétentes (ministère des Eaux et Forêts). Ensuite, pour une meilleure promotion de la marque « Made in Gabon », il est important que les produits issus du bois transformé localement au niveau de Nkok soient issus d'une ressource extraite et industrialisée de façon responsable. C'est ce à quoi vise ce partenariat. FRMi et Brainforest sont des experts qui connaissent parfaitement les forêts du Gabon et le fonctionnement de ce secteur. Des bureaux ont été aménagés au sein de la ZES de Nkok et les travaux ont déjà débuté ■

Pour une meilleure promotion de la marque « Made in Gabon », il est important que les produits issus du bois transformé localement au niveau de Nkok soient issus d'une ressource extraite et industrialisée de façon responsable

L'ALGÉRIE PRÔNE LE COMMERCE SUD/SUD INTRA-AFRICAIN

La foire exposition de produits algériens qui réunissait quelques 90 exposants au jardin botanique de Libreville est la volonté affichée des deux pays de consolider leurs échanges commerciaux et de renforcer leurs liens de coopération économique.

Par Anne-Marie Jobin



*De gauche à droite : Chérif Omari, secrétaire générale du ministère du commerce algérien
Pierre Claver Maganga Moussavou, vice président de la république gabonaise
Belkacem Belgaid, directeur de la promotion au ministère des affaires étrangères algérien
Mohamed Antar Daoud, ambassadeur d'Algérie au Gabon et représentant de Condor*

son Excellence Mohamed Antar-Aoud, ambassadeur d'Algérie au Gabon, a souligné pendant son allocution son vœu de trouver des produits de substitution au pétrole parce que la baisse du prix du baril a considérablement impacté l'économie de ces

deux pays. Ceux-ci se tournent vers des réformes structurelles de l'économie pour ne plus dépendre des fruits du produit national que sont les hydrocarbures, soumis à des fluctuations de leurs cours sur les marchés internationaux. C'est dans cet esprit que le ministère gabonais du Commerce a

veillé à mettre en place toutes les conditions pour que cette manifestation économique algérienne au Gabon remporte un succès retentissant. Les frais inhérents au transport des marchandises qui ont fait l'objet de cette exposition ont été entièrement couverts par l'État algérien sur les ordres

de son président. Monsieur Pierre-Claver Moussavou, vice-président de la République du Gabon, a reçu longuement la délégation après avoir visité chaque stand de l'exposition. Il a souhaité encourager et faciliter les transactions et autres négociations bilatérales. Ce n'est pas tout : Monsieur Biendi Maganga Moussavou, ministre de l'Agriculture, et Madame Carmen Ndaot, ministre de l'Industrie et de l'Entrepreneuriat national, se sont rendus par deux fois à cette exposition.

La dernière rencontre de ce type date de 1985. Pour redynamiser les échanges « B to B » et en vue de les développer, plus de 90 commerçants sont venus exposer. Leurs stands étaient particulièrement bien pourvus. Des fruits, des boissons, des produits cosmétiques, pharmaceutiques et ménagers, mais aussi du matériel industriel, des tapisserie et des textiles, autant de produits et de matières suscitant suffisamment d'intérêt pour que treize (13) contrats et mémorandums soient signés conjointement avec la chambre du commerce de Libreville : le groupe CECAGADIS pour les produits alimentaires et d'autres dans le secteur du bois, du matériel agricole, du packaging, de la distribution d'équipement

électroménager (réfrigérateurs, micro-onde...) made in Algérie.

Une importante délégation s'est déplacée à Nkok. Cette visite s'est également traduite par des accords qui visent à approfondir et à intensifier les trafics commerciaux.

L'Algérie marque sa volonté en annonçant officiellement le très prochain vol inaugural d'Air Algérie. Depuis 1965, cette compagnie s'implante sur l'ensemble du continent, plus particulièrement en Afrique de l'Ouest. En 2019, elle marquera son emprunte dans deux pays d'Afrique Centrale : le Cameroun (Douala) et le Gabon (Libreville). Au regard du marché et de la dynamique économique du pays, son directeur commercial appuie son propos et étend sa vision en mettant en avant le hub d'Alger qui dessert 60 destinations internationales et 35 à l'intérieur du pays.

Au regard de l'intérêt suscité par l'ensemble des acteurs, il a été communément décidé de renouveler chaque année cette grande foire exposition. La diversification de l'économie de ces deux pays est sur de bons rails ■

DÉROULEMENT DE LA CÉRÉMONIE



1. Le Gabon et l'Algérie : des échanges fructueux



2. Ouverture officielle de la foire exposition



3. Les initiateurs de la foire exposition



5. Exposition de fruits



6. Stand de packaging



7. Présentation des dattes et des vins



Nouvelles voitures !
Plus de confort, plus de commodités dans nos trains.



PROGRAMME DES TRAINS DE VOYAGEURS

SENS OWENDO – FRANCEVILLE

JOUR	TRAIN	NUMERO	CATEGORIE	DEPART
Lundi	Trans-Ogooué	111	Express	18h50
Mardi	Equateur	233	Omnibus	18h50
Mercredi	Trans-Ogooué	311	Express	18h50
Jeudi	Equateur	433	Omnibus	18h50
Vendredi	Trans-Ogooué	513	Express	18h50
Dimanche	Equateur	733	Omnibus	18h50

SENS FRANCEVILLE – OWENDO

JOUR	TRAIN	NUMERO	CATEGORIE	DEPART
Lundi	Equateur	132	Omnibus	19h00
Mardi	Trans-Ogooué	212	Express	19h50
Mercredi	Equateur	332	Omnibus	19h00
Jeudi	Trans-Ogooué	412	Express	19h50
Vendredi	Equateur	532	Omnibus	19h00
Dimanche	Trans-Ogooué	714	Express	19h50

Les nouvelles voitures sont équipées de deux écrans pour un voyage plus agréable...



Toutes les voitures sont équipées de:

- Climatisation
- Bornes Wi-Fi
- Sièges confortables
- Prises électriques
- Porte gobelet
- Deux écrans pour les divertissements
- Poignets de maintien
- Tablettes larges
- Reposes pied et accoudoirs
- Sièges inclinables
- Etc.

Infoline: 01 70 80 60





**TURKISH
AIRLINES**



D É C O U V R E Z

LE NOUVEAU HUB DE TURKISH AIRLINES

LA COMPAGNIE AÉRIENNE QUI DESSERT LE PLUS GRAND NOMBRE DE PAYS AU MONDE
VOUS ATTEND DANS UN TOUT NOUVEAU CENTRE AÉRIEN INTERNATIONAL



AÉROPORT D'ISTANBUL

TURKISHAIRLINES.COM

MEMBRE DE STAR ALLIANCE 

PUBLI RÉDACTIONNEL

PHILIPPE CHANDEZON, INGÉNIEUR TP, CONSULTANT ET CHEF D'ENTREPRISE

BICP DÉJÀ 35 ANS AU GABON !

Diplômé de l'École Spéciale des Travaux de Paris (Eyrolles 1972) et fort d'une expérience de 46 ans en Afrique dans le secteur du bâtiment et de l'immobilier, Philippe Chandezon est arrivé au Gabon en janvier 1984.

Par Philippe Chandezon

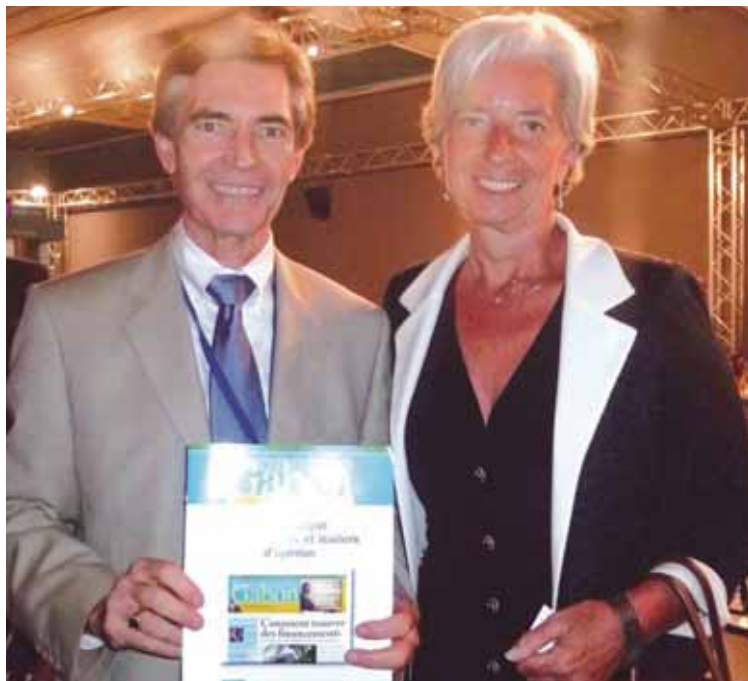
De 1972 à 1979, il a d'abord créé une entreprise de Bâtiment et de Travaux Publics en Haute-Volta, la société Oumarou Kanazoe, puis le bureau d'études CETCO (Cabinet d'Études Techniques et de Courtage). Il s'installe ensuite à Abidjan en Côte-d'Ivoire pour la mise en place de la société ICP (Immobilier Conseil et Promotion) entre juin 1980 fin 1983.

Toujours en quête de nouveaux défis, Philippe consacrera la plus grande partie de sa vie et de sa carrière professionnelle au Gabon.

Dès son arrivée à Libreville, il crée BICP (le Bureau International de Conseil Immobilier) et se lance dans la vente et la promotion immobilière. Il n'existe à l'époque que deux agences immobilières au Gabon : l'agence Sezalory qui sera rachetée et deviendra AIL (Agence Immobilière de Libreville) et Immobilier 2000 créée par deux anciennes commerciales de l'agence Sezalory et fermée depuis longtemps. Ses premières ventes se feront début 1984 avec la SCI Horizons, immeuble en construction sur la voie Triomphale face à MBOLO, puis sur l'immeuble Indépendance 76 construit par la société Dumez en bord de mer près de la Présidence dont il obtiendra la commercialisation exclusive et vendra les 55 appartements en moins de 18 mois.

En 1992, en réponse à la demande du chef de l'État de voir le secteur privé s'impliquer dans la promotion du logement social, il demandera l'attribution d'une parcelle dans la zone d'Angondjé pour la réalisation d'un lotissement de 100 villas, « Le lotissement des Hauts d'Angondjé »

Commencera alors un long combat de plus de dix ans avec le ministère de l'Habitat pour franchir toutes les étapes menant à l'obtention du titre foncier sur les parcelles créées.



Présentation d'Économie Gabon+ à Madame C. LAGARDE

Il réalise alors que le marché gabonais est en inadéquation avec les budgets réduits des accédants et que le principal problème est l'obtention de titres fonciers.

Son idée est de créer le stock qui n'existe pas et il va aider le gouvernement à mettre en place la législation permettant de faciliter l'accès à la propriété pour les Gabonais.

Il sera Vice-Président Fondateur de l'AGPI (Association Gabonaise des Promoteurs Immobiliers) en 1992 et contribuera fortement à la mise en place du Code des Investissements Immobiliers du Gabon et du CRH (Compte de Refinancement de l'Habitat) en 1993, avant de réaliser le « Guide de l'Immobilier et de l'Habitat au Gabon » qui paraîtra début 1994.

De longs mois de négociations, de procédures et d'investissements ont permis à BICP de réaliser deux lotissements dans

la zone d'Angondjé : Les Hauts et les Bas d'Angondjé. D'autres projets sont en cours, mais restent encore bloqués par les procédures administratives d'attribution de parcelles et des titres fonciers, qui demeurent interminables, et la squattérisation des parcelles même après obtention des titres fonciers, à laquelle se heurte encore BICP malgré de longues procédures judiciaires qui aboutissent rarement.

Toutefois, BICP se positionne toujours comme leader du conseil immobilier au Gabon et cela se justifie par la détermination et l'engagement de Philippe Chandezon à savoir :

- Son expertise immobilière et foncière,
- Sa gestion des projets,
- Son sens des relations publiques,
- Son dynamisme et son professionnalisme.

BICP se donne pour ligne directrice de considérer chacun de ses clients comme un cas particulier qui doit être guidé, conseillé et encadré sur l'ensemble de ses choix d'acquisitions, ce qui a conduit à des années de fidélisation de sa clientèle, scellant ainsi sa notoriété.

Son expérience lui a valu de recevoir le Trophée de la construction pour le Gabon (Madrid 1993) et celui de l'Innovation pour le Gabon (Bruxelles 1998) et le new millinium award 2001.

En dehors de son activité principale Philippe Chandezon a exercé et exerce dans différents domaines. Il a occupé les fonctions de Consul honoraire du Burkina-Faso au Gabon de 1997 à 2011, de Coordinateur CEMAC de Focus Management (Groupe d'experts) et de Membre du Conseil d'Administration de l'Observatoire de l'Afrique.

Il est membre du CEPS (Centre d'Études et de Prospective Stratégique) et Président du CEPS Gabon. Il est également l'initiateur avec l'UNESCO d'un programme de formation de 100 000 jeunes aux métiers de l'informatique (TMG Burkina) administrateur du groupe informatique Sahelys (Gabon-Burkina-Sénégal) et directeur de publication du mensuel gratuit « Economie Gabon+ ». Philippe Chandezon enrichit son parcours et contribue ainsi depuis 46 ans au développement de l'Afrique en général et du Gabon en particulier

Enfin, Philippe Chandezon ajoute une dernière corde à son arc en créant avec les principales agences immobilières du Gabon l'AGAI (Association Gabonaise des Agents Immobiliers) dont il est le Président fondateur.

L'AGAI est née d'un collectif d'agents immobiliers exerçant de longue date au Gabon et confrontés à l'informel qui s'est développé dans le secteur depuis quelques années.

Ces agences se sont réunies le 17 mai 2018 pour convenir de la création d'une association à but non lucratif et apolitique régie par la loi n°35/62 du 10 décembre 1962.

L'association a pris la dénomination d'« Association Gabonaise des Agents Immobiliers », « AGAI » par abréviation.



Philippe CHANDEZON, Directeur Général BICP

L'objectif de cette association est de règlementer la profession et de défendre les intérêts des professionnels de l'immobilier conformément à la loi n°006/2017 du 09 août 2017 portant sur la profession d'agent immobilier en République gabonaise.

Les agences immobilières devront dorénavant être munies d'une autorisation d'exercer délivrée par le ministère de l'Habitat et d'une carte professionnelle. Toute agence ne possédant pas ces différents éléments sera considérée comme non conforme à la profession. Le siège social de l'association est situé au 1474 Avenue Georges Pompidou, BP 4562, Libreville, GABON.

La première assemblée constitutive s'est tenue en présence du cabinet juridique E&Y et de 11 agences immobilières. À l'issue de cette assemblée, les adhérents ont défini le montant des droits d'entrée, rédigé des statuts et organisé l'élection des membres du Bureau.

Le Bureau de l'association est composé de (7) sept membres dont trois principaux :

Le Président : P. Chandezon de BICP, La Secrétaire Générale : Sophie Biyoghe de AICI, le Trésorier : Jocelyne Chandezon de Agences N°1.

L'association est actuellement composée de 14 membres fondateurs et appelle toute les agences et agents immobiliers en activité à se rapprocher d'elle pour régulariser leur situation.

AGAI tel : 01 73 18 80 – 05 80 18 80 mail : contactagai@gmail.com



Ancien bâtiment BICP 1984



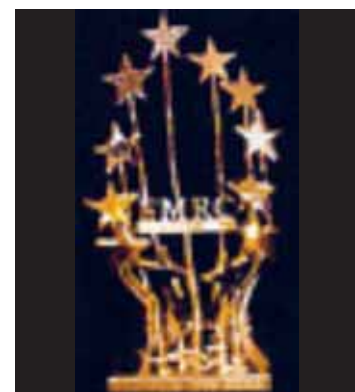
Realisation villas d'Angondjé 1990



Bâtiment rénové en 2000



Résidence Sci équateur 2013



INTERVIEW DE JEAN-FRANÇOIS OLLIVIER, DIRECTEUR GÉNÉRAL PAYS DE BOLLORÉ TRANSPORT & LOGISTICS GABON

BOLLORÉ RELÈVE LE CHALLENGE DE LA DIVERSIFICATION

La société Bolloré Transport & Logistics est un opérateur majeur du transport et de la logistique à l'international. Présente dans 106 pays sur 5 continents, elle emploie 36 700 collaborateurs à travers un réseau de 721 agences, 21 concessions portuaires et 1 900 000 m² d'entrepôts. En 2017, son chiffre d'affaires s'élevait à 7,9 m^{ds} d'euros. En Afrique, elle est le 1^{er} opérateur de concessions portuaires avec 16 concessions et 13% de parts de marchés. Elle compte 250 filiales et 24 000 collaborateurs sur le continent.

Par Anne-Marie Jobin

ECONOMIE GABON+ : Monsieur J.F. OLLIVIER, en 2017, les sociétés Bolloré Transport & Logistics et Olam agissent de concert sous l'égide de l'État pour assurer le développement de l'exploitation du port d'Owendo. Pouvez-vous nous révéler quelques chiffres relatifs aux tonnages par matière première, au nombre de containers transportés ?

Sous le patronage de l'État gabonais et grâce à la signature de partenariats publics privés, les sociétés GSEZ

et OCT agissent de concert pour le développement des nouveaux quais. Owendo Container Terminal (OCT), filiale de Bolloré Transport & Logistics, est titulaire de la concession du terminal à containers. Nous prévoyons de manutentionner 137 000 conteneurs en 2018, soit une augmentation respectivement de 1% et 12% concernant les imports et les exports par rapport à 2017.

ECONOMIE GABON+ : Les infrastructures portuaires sont-elles suffisantes au regard du trafic ? Quelles sont les capacités ? Quels sont les problèmes rencontrés ?

Les investissements réalisés par OCT en 2017 ont permis d'augmenter les capacités du port d'Owendo. Un quai supplémentaire de 300m est venu s'ajouter à celui de 475m déjà existant. Des équipements de dernière génération ont été mis en service, soit deux portiques de quais et quatre portiques de parcs. Un parc à conteneur de 2 hectares d'une capacité de stockage de 3 400 EVP s'est aussi ajouté aux 10 hectares de superficie existants.

La capacité actuelle du terminal est de 250 000 EVP, il pourra atteindre une capacité de 700 000 EVP dans les dix années à venir. Ce quai permet de recevoir des navires de 6 000 EVP.

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont les innovations que vous avez apportées pour pallier les insuffisances de ce secteur stratégique du développement économique et social du Gabon ? De quelles surfaces de stockage disposez-vous dans vos hangars ? Sont-elles suffisantes ?

Nos investissements sur OCT permettent désormais de traiter deux navires simultanément, avec des cadences au niveau des standards internationaux, et d'aligner OCT à la hauteur des autres ports de la sous-région.

Améliorer la productivité, soutenir la croissance, augmenter les cadences et les flux et ainsi réduire les coûts portuaires, voilà le crédo d'OCT. Ces douze derniers mois, nous avons traité près de 200 escales avec fluidité, évitant les congestions portuaires tout en réduisant les coûts d'acconage de 25 à 40 %.

ECONOMIE GABON+ : Quels sont les enjeux et les perspectives de la logistique dans un Gabon qui a pris le train de la diversification de son économie ?



Jean-François OLLIVIER, Directeur Général pays de BOLLORÉ TRANSPORT & LOGISTICS GABON

Crédit photo : © DR

OWENDO CONTAINER TERMINAL

GABON

Servir le développement économique du Gabon



Une concession de

BOLLORÉ
PORTS

bollore-ports.com

En tant que 10^e leader mondial de la logistique, le groupe Bolloré a pour ambition de continuer à transformer la façade maritime du port d'Owendo en le rendant plus performant. Notre objectif est d'attirer de nouveaux armateurs afin d'augmenter la compétitivité et faire baisser les taux de fret, permettant ainsi d'importer et d'exporter à moindre coût. L'autre défi de la logistique est de travailler les coûts de passage portuaire, augmenter notre qualité de service afin de la rendre homogène, investir dans des plates-formes de supply-chain et accompagner nos grands clients africains ou internationaux avec une qualité de service à la hauteur des enjeux mondiaux. Le Gabon a réussi à enclencher la dynamique de l'exportation et de la production, car aujourd'hui, le pays exporte autant de conteneurs qu'il en importe. Le Gabon est bien placé pour relever le défi de cette diversification et a pour vocation à devenir un hub.

Pour notre part, nous devons anticiper la croissance et accompagner le développement de l'économie régionale. Bolloré Transport & Logistics opère également les manutentions dites conventionnelles ainsi que les dédouanements, le transport et le stockage des trafics importés ou exportés par voies maritimes ou aériennes. À cet effet, nous disposons de 20 000 m² de magasins et 40 000 m² de terre-pleins. Je rappelle que notre système de management est certifié iso9001 : 2015.



Crédit photo : © DR

Le hub de Lastourville

ECONOMIE GABON+ : En début d'année, vous vous êtes groupés avec d'importants opérateurs forestiers et SETRAG, et avez créé une dynamique afin d'optimiser le processus d'acheminement de la production jusqu'au port d'OWENDO. Le hub de Lastourville est-il opérationnel ?

Ce hub est opérationnel depuis le 14 novembre et permet de traiter 4 500 EVP/an en phase de démarrage. Il apporte une solution logistique fiable permettant de centraliser et d'optimiser l'acheminement des productions de bois conteneurisés vers le terminal à conteneurs d'OCT, incluant les formalités douanières.

ECONOMIE GABON+ : Quels sont les engagements de Bolloré Transport & Logistics en matière de développement durable au regard des défis sociaux et environnementaux du Gabon ?

Le Groupe s'attelle depuis toujours à promouvoir l'enga-

gement solidaire de ses collaborateurs. Il intègre toutes les diversités et garantit l'égalité des chances tout en favorisant le dialogue social en son sein. Le développement des compétences et la promotion des talents locaux sont notre politique ainsi que l'assurance santé de son capital humain. Nous allions progrès économique et partage d'une même éthique des affaires tout en préservant notre environnement et notre cadre de vie.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est la masse salariale de Bolloré Transport & Logistics Gabon ? Quelles sont les actions menées en matière de formation ?

La masse salariale s'élève à plus de 20 000 000 000 F CFA par an. Les formations sont axées sur la qualité, l'hygiène, la sécurité, le développement personnel, les Outils Groupe. Elles s'inscrivent dans une perspective de RSE en vue d'une conformité avec la réglementation d'une part, le développement des compétences, l'employabilité et l'implication des travailleurs dans la vie de l'entreprise d'autre part ■

BOLLORE
TRANSPORT & LOGISTICS



SHIPPING • TRANSIT MARITIME & AERIEN
SUPPLY CHAIN • COMMUNICATION

MANUTENTION • BASE LOGISTIQUE
CHANTIER NAVAL • IMMOBILIER

Libreville : Zone Portuaire d'Owendo Tél : +241 01 79 41 00 / 01 79 41 01
Direction Commerciale Zone Portuaire d'Owendo Tél : +241 01 79 41 00 / 01 79 41 41 / 01 79 41 95
Port-Gentil : Zone Portuaire Oprag Tél : +241 01 55 35 11 / 05 65 49 95



L'AFRIQUE ACTEUR INCONTOURNABLE DU RENOUVEAU UNIVERSEL

Alors que la présence de la Chine ne cesse d'inquiéter les anciens partenaires privilégiés des pays africains, que ceux-ci, à l'image de la France, tentent de réagir avec une conférence comme Ambition Africa organisée par Business France ces 22 et 23 octobre à Paris, l'Afrique continue ses mues. Ces dernières sont politiques, économiques, sociales, culturelles et digitales. Au-delà du changement de paradigme induit, il s'agit désormais pour tous, non-Africains mais aussi Africains, sur le continent et en diaspora, d'utiliser la bonne grille de lecture pour tirer profit d'un environnement complexe dont les acteurs veulent plus que jamais compter dans la nouvelle donne économique internationale. En observateur averti, Didier Acouetey pose un diagnostic précis de l'Afrique et esquisse des pistes de réflexion qui devraient permettre de faire la différence.

La rédaction

■ Selon vous, quelles sont les transformations importantes qui ont marqué l'Afrique ces dernières années ?

Didier Acouetey : L'Afrique a été marquée positivement par plusieurs transformations ces dernières années. L'industrie numérique et des technologies de l'information est un domaine qui a influé sur le continent avec des effets directs sur d'autres secteurs, comme celui de la finance. L'exemple du mobile money, tel que M-Pesa au Kenya, en est une parfaite illustration. Les transactions via M-Pesa équivalent à 50 % du PIB du Kenya. Parmi les autres éléments de transformation, on peut aussi noter les politiques économiques structurelles qui visent à produire et à transformer davantage les ressources naturelles en Afrique, avec des processus que l'on constate notamment dans les secteurs tels que l'agroalimentaire et le bois.

Le développement important de la classe moyenne à venir, accompagné de l'explosion urbaine, avec plus de 1 m^d d'Africains qui vivront dans les villes d'ici à 2050, modifie la structure des villes et les modes de consommation. Cela a incité également les États à investir plus massivement dans les infrastructures telles que routes, ports, nouveaux aéroports, etc. De ce point de vue, l'arrivée en force de la Chine sur le continent africain a marqué une rupture dans la façon dont l'investissement était conçu en Afrique jusqu'à présent. Cependant, ces transformations n'ont pas permis de réduire le chômage massif des jeunes, d'améliorer la gouvernance politique et d'augmenter la part de l'Afrique dans l'économie mondiale.

■ Avec votre cabinet de ressources humaines, vous avez ouvert la voie au recrutement de cadres, qu'ils soient ou non d'origine africaine,



pour de grandes entreprises du continent. Quels conseils donneriez-vous à quelqu'un qui veut s'y installer ?

En effet, la création du cabinet AfricSearch en 1996 a permis de favoriser le retour de nombreux diplômés et cadres africains sur le continent et d'offrir une meilleure visibilité au marché de l'emploi et à ses besoins. L'Afrique étant plurielle et en pleine transformation, il est important d'analyser les réalités des pays sur le plan économique et structurel afin de modérer les attentes, en particulier sur le plan salarial, et de garder un peu de modestie sur le plan social. L'effet « messianique » du diplômé qui retournait en Afrique ne fonctionne plus.

Il y a en revanche beaucoup d'opportunités dans de nombreux secteurs qui ne demandent qu'à être saisies par ceux qui ont l'esprit entrepreneur.

■ Il y a au moins deux choses que l'on peut faire quand on s'installe en Afrique : travailler pour le compte d'une entreprise ou entreprendre soi-même. L'univers du travail africain a-t-il des particularités qu'il convient de connaître pour réussir son insertion professionnelle ?

Selon que l'on travaille dans une PME ou une grande entreprise internationale, le système de management peut se révéler

extrêmement différent. Dans le premier cas, il sera centralisé, avec une gestion reposant sur un seul homme, c'est à dire le dirigeant. Il est très difficile de prendre des initiatives dans ce contexte. Dans le deuxième cas, les entreprises de plus grande taille, un processus de décision informel, hors relations hiérarchiques, est parfois celui qui régit le fonctionnement de la société. Il convient d'en avoir connaissance pour savoir où sont les leviers de décision. Par ailleurs, dans certaines entreprises où les systèmes d'information n'existent pas, l'accès à l'information peut se révéler extrêmement difficile pour comprendre le fonctionnement de la société et prendre des décisions.

■ L'importance du secteur informel est l'une des réalités du monde économique africain. Comment faut-il appréhender cette réalité quand on vient s'installer en tant qu'entrepreneur ?

Le secteur informel représente en effet une très grande partie du monde de l'entreprise dans beaucoup de pays en Afrique. Selon des données de la Banque mondiale, il représente entre 70 et 80 % du PIB des pays. Pour l'appréhender, il est essentiel d'en comprendre quelques-unes des caractéristiques. Le niveau d'éducation y est généralement faible. L'accès au financement formel est quasi impossible ; ces entreprises du petit informel ont recours au marché du crédit non officiel, où les taux d'intérêt sont onéreux. L'utilisation des technologies de l'information et de la communication est limitée. Ces entreprises sont pour la plupart concentrées dans les mêmes secteurs d'activité que les entreprises du gros informel, comme le commerce, l'artisanat, le transport et les marchés de produits de consommation divers. Elles vendent des produits de faible qualité à des microentreprises et à des ménages à faibles revenus dans un marché hautement concurrentiel. Les employés qui y travaillent ont également un faible niveau d'éducation compte tenu des conditions de travail proposées, des bas salaires et de l'absence de protection sociale. En plus de ces contraintes, une fiscalité « informelle » s'applique également à ce secteur. Par conséquent, pour se lancer dans un secteur où de nombreuses entreprises informelles sont présentes, il faut avoir bien affiné son modèle économique pour réussir.

■ Quelles voies préconiseriez-vous aux États pour faire du secteur

informel un allié plutôt qu'un acteur majeur qui crée des richesses, mais ne s'acquitte d'aucune taxe ou impôt, situation qui conduit à un manque à gagner fiscal entraînant des difficultés pour financer des services plus performants pour les populations ?

La nouvelle dynamique économique constatée sur le continent est aussi le fait d'entrepreneurs locaux qui investissent des secteurs tels que la logistique, les infrastructures, la finance, le tourisme ou l'hôtellerie. L'une des questions-clés posées à l'Afrique est de savoir si les États sont aujourd'hui capables de créer les conditions d'émergence d'un vrai secteur privé protégé du racket fiscal avec des taux d'imposition trop élevés aussi bien formels qu'informels. C'est une question importante, car le sentiment général est celui d'une grande inégalité devant l'impôt en Afrique aujourd'hui. Les données disponibles accordent à l'Afrique un ratio impôts-PIB de 19,1 % en 2015 (étude sur 16 pays), tandis que la moyenne est de plus de 34 % pour les pays membres de l'OCDE. Il faudrait encourager le secteur privé à s'acquitter de ses impôts et taxes, en lui garantissant en retour un bon niveau de service public et une fiscalité non dissuasive, à taux faible, mais permettant d'élargir l'assiette fiscale.

■ La privatisation progressive des économies africaines a conduit à une multiplication des créations d'entreprises. Sur quels préalables insisteriez-vous pour quelqu'un qui souhaite entreprendre aujourd'hui, seul ou en partenariat, en Afrique ?

Le partenariat est, selon moi, la meilleure formule permettant à un investisseur de s'adapter plus facilement à un nouveau marché. En Afrique, de surcroît, compte tenu du caractère pas toujours très lisible de certains marchés (absence de données exhaustives) ou « d'attitudes imprévisibles » de l'administration, il est préférable d'avoir un partenaire local connaissant les acteurs locaux, le marché, l'administration. Toutefois, il faut savoir bien choisir son partenaire, sinon l'échec est prévisible. Ce point est extrêmement important, comme partout d'ailleurs.

■ « Nouvelle frontière économique », l'Afrique est aussi un continent qui doit faire face à un triple défi : numérique, industriel et écologique. Que diriez-vous à quelqu'un doutant de la capacité du continent à relever ce défi ?

Un pays comme le Rwanda a réussi à relever ces trois défis en vingt ans. Sur le plan technologique, ce pays est un tech-hub avec beaucoup d'incubateurs et une forte dématérialisation dans certains secteurs, notamment le transport. Il a d'ailleurs abrité récemment le Next Einstein Forum qui réunit des scientifiques et des chercheurs africains de haut niveau. Pour ce qui est du défi industriel, le Rwanda a là aussi progressivement fait sa mue, avec une vraie industrialisation de la technologie, du tourisme, une transformation progressive de l'agriculture... Le Rwanda fait également beaucoup d'efforts sur le plan écologique. Kigali est ainsi l'une des villes les plus propres d'Afrique. C'est l'illustration même que ces défis peuvent être relevés si la volonté politique est là et s'accompagne d'une bonne gestion des ressources publiques.

■ L'Afrique vit une mutation économique importante. L'économie de rente y a de moins en moins la cote au profit d'une volonté de mettre en place une économie créatrice de plus de valeur ajoutée, ce qui est intéressant pour les nouveaux arrivants. Que pouvez-vous leur dire à ce propos ?

L'économie de rente ne profite qu'à un petit groupe extrêmement limité, à côté des multinationales étrangères ou des États. De plus en plus d'États organisent progressivement leur sortie de l'économie de rente vers une économie plus diversifiée. On peut donner l'exemple de la Côte d'Ivoire dont le gouvernement a mis en place des politiques très incitatives visant à la transformation locale du cacao et de la noix de cajou, avec des résultats très encourageants. Malgré les imperfections, une dynamique semble être lancée. Cela montre que les États ont pris conscience de la non-viabilité des économies de rente fondées sur des matières premières agricoles ou minérales dont les cours sont déterminés ailleurs que sur le continent en fonction des aléas internationaux.

■ À côté des « repats », ces Africains installés à l'extérieur qui retournent



sur le continent, il y a les diasporas qui, elles, restent à l'étranger. Que pouvez-vous leur dire qui montre qu'elles sont importantes pour les pays africains ?

Avec plus de 50 mds de dollars envoyés chaque année par les diasporas vers le continent, soit une somme supérieure à celle de l'aide publique au développement, il est évident qu'elles peuvent et doivent jouer un rôle de dynamisation politique et sociale, de transfert de compétences. En suivant les politiques mises en place par des pays comme la Corée du Sud ou l'Inde afin d'attirer leurs diasporas pour qu'elles participent économiquement au développement du pays, le Rwanda est en train de tirer des enseignements concrets de cette réalité.

■ Sur quoi l'Afrique doit-elle être vigilante pour se maintenir dans une orbite de développement humain et économique harmonieux ?

L'Afrique doit être vigilante par rapport à sa jeunesse. Alors que 70 % de sa population a moins de 25 ans, le taux de chômage est de l'ordre de 70 à 80 % sur cette tranche d'âge. Pour ce qui est de la répartition des richesses, il n'y a pratiquement pas de mécanisme de redistribution. Ce

sont 5 à 10 % de la population qui profitent de 90 % des richesses. Pour que cette bombe à retardement n'explose pas, il y a lieu d'éviter les distorsions inacceptables entre la croissance économique et la réalité sociale des populations.

■ Pour éviter ce fait négatif et relever les défis économiques qui se présentent à elle, l'Afrique n'a-t-elle pas besoin d'un leadership politique plus affirmé ?

Le leadership politique est essentiel et même crucial par rapport aux populations. Il est nécessaire en complément du leadership économique matérialisé par la création d'un cadre qui encourage les entreprises locales et leur permet de devenir des champions nationaux ou régionaux, à même de se projeter vers l'international. En protégeant les entreprises locales, nos États contribueraient à encourager ainsi les investisseurs locaux, lesquels non seulement soutiendraient l'économie nationale, mais paieraient aussi des impôts. Outre les leaderships politique et économique, il faut aussi favoriser le leadership social en donnant aux acteurs de la société civile les moyens de mobiliser les populations au profit du développement du pays.

■ À la croisée des chemins entre ces trois leaderships, il y a la question du déve-

loppement endogène que pourrait favoriser la Zone de libre-échange continentale à travers un commerce intra-africain plus dense...

Absolument. Lorsque vous voyez que selon les régions, le commerce intra-africain oscille entre 10 et 20 % pour les meilleurs, et que les économies les plus développées en sont généralement à des taux de 40 à 70 % selon que l'on est en Asie ou en Europe occidentale, on voit que l'Afrique ne peut pas passer à côté d'une intégration continentale ou régionale. Cela dit, pour concrétiser cette intégration, il y a des préalables. L'accord de libre-échange continental signé à Kigali cette année permet normalement une libre circulation des marchandises.

Mais qu'en est-il pour les personnes sur le terrain ? Beaucoup de pays africains demandent encore des visas à des citoyens africains pour leur permettre d'entrer sur leur territoire. Et les statistiques montrent qu'il est plus facile pour un Européen de voyager en Afrique sans visa que pour un Africain. Un paradoxe qu'il s'agit de lever pour que l'accord de libre-échange continental puisse fonctionner correctement. Il faut ensuite faire converger les politiques et les stratégies économiques pour éviter que l'ouverture des marchés ne favorise certains pays et n'en désavantage d'autres du fait des structures, du niveau de développement, de celui de la diversification économique, de la compétitivité et de la politique monétaire d'une zone à une autre. Autre piège à éviter pour les pays : être utilisés comme cheval de Troie par les multinationales qui, par dumping, empêcheraient les produits africains d'être sur le marché. Autrement dit, il faut des réponses préalables aux questions suivantes : « Quels sont les produits qui peuvent circuler librement sur le continent ? » ; « Quel est le taux de transformation que ces produits doivent respecter pour être considérés comme des produits africains pouvant circuler librement ? ». Plus que jamais, cet accord doit être précisé pour être efficace.

■ Cela amène à parler de la Chine, dont d'aucuns disent qu'elle n'investit pas et se développe au détriment de l'Afrique. Comment pensez-vous que l'Afrique doit se comporter face à la Chine ?

Deux éléments sont à retenir. Le premier, c'est que l'intérêt fort que la Chine a porté à l'Afrique a conduit le reste du monde à redécouvrir et à prendre en considération notre continent

et son potentiel extraordinaire de croissance. Le second, c'est que, quoi que l'on dise, la Chine a impulsé pour quelque 100 mds de dollars d'échanges. Certes, les investissements ne sont pas de ce niveau, mais il serait malhonnête de ne pas reconnaître que nombre d'infrastructures (routes, barrages...) ont été réalisées par les Chinois. Cela dit, on peut effectivement penser que l'Afrique a été loin d'être performante quant à ses stratégies face à la Chine en particulier, et à l'Asie en général. Pour ainsi dire, elle ne les a jamais formulées de manière claire et efficace, au niveau continental, dans un face-à-face Union africaine-Chine, ou au niveau régional dans, par exemple, un face-à-face Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest-Chine. Résultat : partis en ordre dispersé face à la Chine, les pays africains sont passés à côté de beaucoup de points importants non mentionnés dans les cahiers des charges. Ainsi, des dispositions relatives aux transferts de technologies, aux contrats de sous-traitance avec des PME africaines, à l'imposition, à la formation des Africains, etc. Autant de choses qui ont manqué pour que l'Afrique profite mieux de la coopération avec la Chine.

■ Pourquoi faut-il croire en l'Afrique aujourd'hui ?

L'Afrique a été au cœur de l'histoire de la civilisation universelle. Quand on va à Tombouctou, on voit bien que les sciences ne lui étaient pas étrangères. Quand on étudie le royaume ashanti et l'empire du Ghana, par exemple, on voit bien que des organisations politiques abouties y ont existé. En fait, la démocratie athénienne a existé dans certains de nos empires, mais elle n'était ni écrite ni théorisée. Aujourd'hui, la contribution de l'Afrique à l'universel peut être dans les sciences – et ce qui s'est vu à Kigali en mars au Next Einstein Forum le montre bien. Je suis convaincu que l'Afrique va beaucoup apporter au renouveau universel ; et l'humanisme sera au cœur de ce renouveau. De mon point de vue, l'Afrique est bien au rendez-vous de la nouvelle histoire du monde à travers l'humanisme qui la caractérise. Elle possède une créativité extrêmement féconde grâce à sa jeunesse et à une vitalité unique. Dans les années à venir, l'Afrique sera la prochaine destination privilégiée pour vivre ■

Source : Lepoint Afrique

**HUILES MINERALE POUR MOTEURS
A GAZ NATUREL**



PEGASUS 1005

SAE 40, TBN : 5.3
Teneur en cendre : 0.5 %
Point éclair : 265 °C
Point d'écoulement : -25 °C

PEGASUS 705

SAE 40, TBN : 5.6
Teneur en cendres : 0.5 %
Point éclair : 252 °C
Point d'écoulement : -18 °C

ExxonMobil

**AVEC LES HUILES PEGASUS
DONNEZ DES AILES A VOTRE PRODUCTIVITE**



LIBYA OIL , REPRESENTANT OFFICIEL DE LA MARQUE MOBIL AU GABON

Pour plus d'informations sur les lubrifiants et services Mobil, contactez l'assistance technique au 07-47-61-05 / 07-85-96-47



INTERVIEW DE M. WILFRIED ENGOUM, RESPONSABLE COMMERCIAL ET DÉVELOPPEMENT D'ASSINCO ASSINCO : LA COMPAGNIE QUI MONTE, QUI MONTE...

ASSINCO fut créée en 1997. Dix ans après, cette petite compagnie initialement montée sur fonds propres intègre le réseau *globus* et devient une filiale du groupe BGFIBank en 2011. En 2014, son capital est porté à 5 m^{ds} de F CFA. Aujourd'hui, cette compagnie d'assurances IARDT (Incendie, Accident, Risques Divers et Transport) remporte 24% de parts du marché et occupe le 2^e rang sur les 7 compagnies exerçant au Gabon.

Par JAM

Monsieur Wilfried ENGOUMA, responsable commercial & développement et chef de l'agence du centre-ville, nous accueille et répond à nos questions.

ECONOMIE GABON+: En 2016, ASSINCO accusait un recul de l'ordre de 20% par rapport à 2015. En 2017, vous avez observé une croissance de 29%. Que s'est-il passé ?

ASSINCO est une jeune entreprise qui excelle dans les assurances non-vie ou IARD (Incendie, Accident, Risques divers).

Face à un marché en constante évolution, ce savoir-faire reconnu par les professionnels du secteur n'était plus suffisant.

C'est ainsi qu'ASSINCO a décidé de revoir son approche commerciale en restructurant son offre de produits, services et ses procédures dans le but d'affirmer son positionnement face à la concurrence et surtout de renforcer son attractivité auprès d'une clientèle de plus en plus exigeante.

À cet effet, nous avons créé un nouvel espace conseil à l'immeuble Concorde (centre-ville) pour améliorer la prise en charge des clients.

ECONOMIE GABON+: Dans quel secteur remportez-vous le plus de parts de marché et pourquoi ?

À fin 2017, ASSINCO détenait 24% de parts de marché en Assurance Automobile (leader du marché sur cette branche) qui représente notre produit phare. Et nous précisons qu'il s'agit d'une assurance obligatoire pour la garantie responsabilité civile automobile. Notre équipe de professionnels met l'accent sur l'accueil et le conseil aux assurés, afin qu'ils nous renouvellent leur confiance.

Par ailleurs, notre solvabilité financière nous permet de respecter nos engagements auprès des assurés (indemnisation des sinistres) et des partenaires (courtiers, confrères, experts...).

ECONOMIE GABON+ : Combien comptez-vous de sociétaires ? Privés, professionnels ?

En 2017, nous avons en portefeuille 13 838 clients ou assurés détenant 15 862 polices.

Les entreprises (1243 assurés) représentent 9% des clients, mais 71% des primes (chiffre d'affaires).



Wilfried ENGOUM, Responsable commercial et développement d'Assinco

Les particuliers (12 595 assurés) représentent 91% des clients, mais 15% des primes (chiffre d'affaires).

Le taux de pénétration de l'assurance des particuliers au Gabon reste marginal. C'est pourquoi nous diffusons des vidéos de sensibilisation à l'assurance sur Gabon 1^{er} ainsi que sur notre site Internet.

ECONOMIE GABON+: Quelle est votre implication dans la démarche RSE ?

Concernant la responsabilité sociale de l'entreprise, ASSINCO filiale du groupe BGFIBank accompagne la Fondation BGFIBank dans les différentes actions RSE qu'elle mène sur le plan national et continental.

Par ailleurs, ASSINCO diffuse sur son site Internet des vidéos animatiques afin d'éduquer et sensibiliser les prospects et clients sur l'intérêt de s'assurer. Nous avons également accompagné les actions mises en place par notre tutelle (Direction nationale des assurances) à la rencontre des populations, dans le but de les informer et de créer de la confiance.

ECONOMIE GABON+: L'évolution fulgurante justifie-t-elle des offres d'emploi ?

Il va sans dire qu'entre 2012 et 2018, les effectifs d'ASSINCO sont passés de 48 (2012) à 65 salariés (2018), soit une progression de 17 salariés recrutés dans cet intervalle. ASSINCO cherche avant tout à fidéliser ses salariés. La fidélisation des salariés projette le recrutement dans une perspective à long terme : recruter un salarié, c'est investir dans un collaborateur, c'est également faire en sorte que ce dernier s'investisse en retour dans la performance de l'entreprise.

ECONOMIE GABON+: Quelles sont vos perspectives dans les trois ans à venir ?

Les ambitions déclinées dans notre plan stratégique s'articulent autour des objectifs suivants :

- En termes de position : demeurer dans le duo de tête des assureurs du marché national à l'horizon 2020 ;
- Générer une rentabilité sur fonds propres de l'ordre de 10% minimum ;
- En termes d'innovation : lancer des produits innovants, adaptés aux attentes des clients potentiels ;
- En termes d'image : être l'assureur de référence sur le marché national.

Nouveaux services 2019 :

Nous lancerons au mois de janvier un programme d'avantages à l'intention de nos assurés. Le principe est simple : au renouvellement de ses assurances, l'assuré récupère sa carte d'avantages. Sur simple présentation de celle-ci dans un réseau de fournisseurs partenaires, il bénéficiera de nombreux avantages (réductions, gratuité, cadeaux...) ■

JE SUIS SEREIN,
MON ASSUREUR
S'OCCUPE DE TOUT.



VISITEZ NOUS SUR
WWW.ASSINCO-SA.COM

Tél : +(241) 01 72 19 25
Email : assinco@assinco-sa.com ; commercial@assinco-sa.com
Adresse : Immeuble Concorde, Boulevard de l'Indépendance,
Libreville-Gabon groupebgfibank.com

LE RISQUE MAÎTRISÉ, L'AVENIR ASSURÉ

Assinco



Se réinventer,
pour mieux vous servir...

TOUCH Innovative

COMMUNIQUE DE PRESSE

Conférence économique africaine 2018 – L'ouverture sur les visas et l'intégration au cœur des débats

La Conférence économique africaine, qui se déroule chaque année, est le principal forum du continent favorisant le dialogue et l'échange de connaissances, dans la recherche de solutions face au défi du développement de l'Afrique

Par rédaction



KIGALI, Rwanda, 4 décembre 2018/ – Pour de milliers d'Africains, la libre circulation d'un pays à l'autre ressemble trop souvent à un cauchemar. Qu'il s'agisse de tracasseries aux frontières, de l'absence de réseaux routiers et de voies aériennes reliant des villes importantes, ou encore de la frustration née d'un refus d'entrée dans un pays pour cause de visa, il en résulte au final une restriction à la libre circulation des personnes, considérée par la Banque africaine de développement comme l'un des piliers de l'intégration régionale.

La libre circulation des personnes et des biens est intimement liée à la vision de la Banque de créer en Afrique le prochain grand marché mondial. Alors que la Conférence économique africaine (AEC) 2018 s'ouvre dans la capitale rwandaise, Kigali, le thème de cette année, « L'intégration régionale et continentale au service du développement de l'Afrique », s'aligne également sur une autre grande priorité de la Banque : placer le développement des infrastructures au centre des efforts d'intégration régionale de l'Afrique.

Le Rwanda, pays hôte de la Conférence -qui se déroule du 3 au 5 décembre 2018, à l'hôtel Marriott de Kigali -, a pris le premier des mesures audacieuses pour défendre l'intégration régionale, en annonçant au début de cette année la délivrance de visas d'entrée à l'arrivée sur son territoire pour les voyageurs en provenance de tous les pays d'Afrique.

La troisième édition de l'Indice d'ouverture sur les visas de la Banque, publiée au deuxième jour de la Conférence, permettra opportunément de recenser les pays africains qui améliorent les procédures favorisant la libre circulation des personnes sur le continent.

« L'Indice a contribué à mieux sensibiliser l'opinion et à conduire les réformes de la politique des visas à travers le continent dans le but de faciliter la circulation des personnes, ce qui ouvrira de nouvelles perspectives pour le tourisme, le commerce et les investissements intra-africains. Ainsi, la Banque participe directement à la réalisation des objectifs de l'initiative de l'Union africaine (UA) en faveur d'un passeport africain unique », a déclaré lors la séance plénière d'ouverture, Gabriel Negatu, directeur général de la Banque au Bureau régional de développement et de prestation de services pour l'Afrique de l'Est.

S'exprimant au nom du président rwandais Paul Kagame, Claudine Uwera, ministre d'État chargée de la Planification économique, a déclaré que la conférence portait sur un thème « qui nous tient à cœur ». « Cette conférence est importante pour tracer la voie à une intégration inclusive... qui bénéficiera à tous », a-t-elle affirmé.

« La gouvernance déterminera la voie du développement pour nos pays », a-t-elle ajouté, soulignant le rôle tout aussi important de la volonté politique et de l'engagement des dirigeants africains.

La Conférence économique africaine, qui se déroule chaque année, est le principal forum du continent favorisant le dialogue et l'échange de connaissances, dans la recherche de solutions face au défi du développement

de l'Afrique. Elle réunit des universitaires de haut niveau, de hauts représentants gouvernementaux et des praticiens du développement venus du monde entier.

L'AEC 2018 mettra en avant « les initiatives novatrices favorisant l'accélération des progrès dans l'intégration d'infrastructures inclusives et encourageant l'équité, notamment à travers la suppression des obstacles à la circulation des personnes, des biens et des services à travers les frontières. »

Les autres partenaires à l'organisation de la conférence, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA), se sont félicités du rôle de précurseur joué par le Rwanda dans les efforts d'intégration de l'Afrique et ont souligné le besoin urgent de poursuivre cette dynamique au service d'une intégration inclusive et équitable.

« Le gouvernement rwandais passe de la parole aux actes et continue de donner le ton », a souligné Ahunna Eziakonwa, administratrice adjointe du PNUD et directrice du Bureau régional pour l'Afrique.

S'exprimant également lors de la séance plénière, Giovane Biha, secrétaire exécutive adjointe de l'UNECA a noté que, même s'il restait des progrès importants à accomplir, « nous allons dans la bonne direction ».

Pour la 13^e édition de l'AEC, la participation de la Banque est organisée sous la direction du Département de la recherche et celui de l'Intégration régionale, ce qui montre l'importance qu'accorde l'institution à la recherche et à la gestion du savoir, en tant que facteurs importants du dialogue politique, de la planification et de la mise en œuvre de politiques efficaces.

Pendant trois jours, les différentes sessions examineront les cadres sociaux, culturels et politiques d'une intégration réussie, en s'appuyant sur la signature, historique, de l'Accord de libre-échange pour le continent africain (AfCFTA), signé par 44 pays africains en mars 2018 – potentiellement le plus important accord de libre-échange au monde. Cet accord vise à créer un marché continental unique pour les biens et les services, auquel s'ajoutera un volet sur la libre circulation des hommes et femmes d'affaires et des investissements en Afrique.

Les participants se pencheront également sur le rôle du secteur privé et des organisations de la société civile.

Étant donné l'urgence de l'intégration régionale – qui n'est plus un choix-, la conférence 2018 est un rendez-vous incontournable pour ceux qui s'intéressent au programme de développement de l'Afrique.

« Des pages importantes de l'histoire du développement de notre continent s'écrivent aujourd'hui », a souligné Claudine Uwera. « Profitons de cette occasion pour faire progresser le continent. »

NOMAD
LUXURY RESIDENCE
VENEZ FÊTER LA SAINT SYLVESTRE AU NOMAD !
AMBIANCE CHIC ET DÉCONTRACTÉE
MENU SURPRISE
DÉFILÉ DE MODE
DANSE
LIVE MUSICALE
FEUX D'ARTIFICES
PISTE DE DANSE
DJ
RÉSERVATIONS
05 40 77 17
05 65 24 17



GSEZ

Gabon Special Economic Zone



Programme
Vision pour tous 2018

GSEZ, engagée auprès des Gabonais

du 4 avril au 11 oct. 2018

Bilan des 6 mois
du programme ophtalmologique GRATUIT
Intégralement financé par GSEZ



75 066

CONSULTATIONS



8 000

PAIRES DE LUNETTES
PRESCRITES



35 108

ENFANTS DÉPISTÉS
DANS LEURS ÉCOLES



3 013

OPÉRATIONS
CHIRURGICALES

OILIBYA DOIT SON ESSOR À SON ÉQUIPE

C'est une première pour Economie Gabon + d'évoquer chaque mois un sujet différent au sein d'une société. Oilibya se prête au jeu et nous développerons ainsi leur actualité à l'instant T. En cette fin d'année, nous abordons les perspectives et les prospectives du groupe.

Par JAM

ECONOMIE GABON + : Pouvez-vous nous dire aujourd'hui combien de stations OILIBYA sont en fonction sur le territoire, quels sont les volumes ?

Carine AKOURE, directeur du service à la clientèle et de la logistique. Nous alimentons 27 stations dont 23 nous appartiennent. Nous venons d'inaugurer la 28^e à Ntoun. Une dizaine sont implantées à Libreville et les autres dans toutes les autres agglomérations sauf à Koulamoutou, mais ce vide sera bientôt comblé, certainement en 2019. Concernant les volumes, nous distribuons environ 62 millions de litres de carburant par an dans notre réseau et notre objectif à court terme est d'atteindre les 70 millions. Pour le réaliser, nous devons construire et installer de nouvelles stations. En premier lieu, nous devons nous fier à diverses études préliminaires de danger, de marché, d'environnement, avant de choisir une zone et de trouver un terrain. Au regard de l'aspect sensible des produits hydrocarbures que nous distribuons, nous sommes confrontés à des problématiques sécuritaires et administratives. Nous cherchons des terrains d'environ 2 000 à 3 000 m² en bord de route. Inutile de vous dire que nous rencontrons des difficultés de tous ordres : la disponibilité à la location ou à la vente et les problématiques d'accès aux titres fonciers sont un réel frein...

ECONOMIE GABON + : Êtes-vous tenus de respecter une certaine distance entre une station concurrente et la vôtre ?

Donald EMERANT, Directeur Général. Non, aucune loi ne dicte cette contrainte et

nous apprécions cette liberté. Nous nous fions principalement au marché pour répondre à la demande. Je souhaite compléter l'information concernant nos objectifs. Nous sortons d'une réunion stratégique dirigée par notre PDG depuis Dubaï. Nous avons reçu l'instruction de doubler voire d'augmenter davantage encore le nombre de nos stations, ce qui se traduit par la construction et l'ouverture de 4 à 6 stations par an. Pour ce faire, nous disposons d'un budget d'investissement annuel de 4 à 6 m^{ds} de F CFA.

ECONOMIE GABON + : Quelles actions menez-vous pour rendre vos stations particulièrement attractives ?

D. EMERANT. Aujourd'hui, une station-service doit rendre des services de différents types. Nous les diversifions et sommes les précurseurs dans ce domaine puisque nous inaugurerons très bientôt un restaurant KFC, cette chaîne de restauration rapide américaine très connue, au cœur de notre station située à Pont Nomba, Owendo. Nous élargissons ainsi notre secteur d'activités principales. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de trouver des terrains de 3 000 m² et même davantage pour y construire de véritables petits centres commerciaux équipés de stations de lavage, de petits ateliers d'entretien, de boutiques, supermarchés...

ECONOMIE GABON + : Votre clientèle vous est-elle fidèle et quel intérêt a-t-elle à l'être ?

Euloge MOUSSAVOU, Directeur commercial et marketing. Nous disons clairement oui. L'intérêt que revêt cette fidélité repose sur la relation de confiance qui se renforce chaque jour avec nos clients. Nous



De gauche à droite : Désiré MALEMBE, Carine AKOURE, Euloge MOUSSAVOU, Donald EMERANT

ne ménageons aucun effort pour continuer à innover sur le développement des solutions d'offres de produits et de services définies à partir de la prise en compte de leurs besoins. Le premier besoin du client est la recherche de la sérénité que peut offrir son fournisseur sur la disponibilité, la qualité et le service connexe à l'utilisation du produit offert.

Nos perspectives immédiates s'inscrivent clairement dans cette dynamique dont les principaux leviers s'articuleront autour d'investissements importants et continus permettant de renforcer les solutions de stockage et de distribution des hydrocarbures au Gabon.

La prospection et la fidélisation sont inscrites dans notre programme de développement technique, commercial et marketing 2019. L'investissement en clientèle, la mise en place d'une plateforme de communication qui donnera une plus grande visibilité à nos produits seront les piliers forts de cette démarche stratégique. Nos clients en seront clairement les principaux bénéficiaires.

ECONOMIE GABON + : Toutes ces évolutions sont-elles accompagnées sur le plan technologique et logistique ?

Désiré Malemba, Directeur Technologie de l'Information, Gabon et Corporate. En qualité de chargé de la gestion de l'informatique depuis 15 ans chez Oilibya, je suis heureux de vous informer d'une avancée technologique importante. En effet, nous mettons en place un plan d'autonomisation de contrôle du jaugage des flux pétroliers dans nos stations. Cela signifie que depuis notre siège de Libreville, grâce à l'Internet, nous avons accès à la gestion des cuves de nos stations. Cette visibilité en faveur d'une meilleure gestion sera bénéfique aussi à nos clients puisque les réserves seront toujours suffisantes pour les servir. Notre station pilote d'Akébé porte déjà ses fruits. Nous pensons être prêts dès 2019 et étendre ce service à l'ensemble de nos stations.

ECONOMIE GABON + : Quel est l'investissement de ces installations ?

D. Emerant : Le coût de ces installations est de l'ordre de 10 millions de F CFA par station. C'est une décision lourde, mais indispensable et nécessaire pour répondre au mieux aux attentes de nos clients ■



**ASCOMA
GABON**

Conseil & Courtier en Assurances

Ascoma, solutions d'assurances en Afrique



1^{ER} COURTIER INDÉPENDANT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

**ASCOMA GABON
AGENCE DE LIBREVILLE**

Imm. Shell Gabon Centre-ville, Face PMUG
90, rue Ange M'BA - B.P. 2138 Libreville
Tél. : (+241) 01 74 32 90 à 93
gabon@ascoma.com

**ASCOMA GABON
AGENCE DE PORT-GENIL**

Avenue Savorgnan de Brazza
B.P. 272 Port-Gentil
Tél. : (+241) 01 55 25 52
secretariat.pog@ascoma.com

Nos implantations

France - Monaco - Bénin - Burkina Faso - Burundi - Cameroun - Congo - Côte d'Ivoire - Gabon - Ghana - Guinée Conakry - Guinée Équatoriale - Madagascar - Mali - Maroc - Mauritanie - Niger - République Démocratique du Congo - République Centrafricaine - Rwanda - Sénégal - Sierra Leone - Tchad - Togo

www.ascoma.com

ÉCOLE 241 : TOP DÉPART !

La rédaction

Forte de 44 apprenants choisis parmi plus de 1000 candidats et bénéficiant du soutien de l'ambassade de France au Gabon et de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), l'École 241, une université gratuite spécialisée dans les métiers du numérique, a officiellement ouvert ses portes mardi à Libreville.

Ça y est ! Après deux ans de préparation ayant abouti à la signature en juin dernier d'un protocole de financement entre l'incubateur Ogooué Labs et l'ambassade de France au Gabon, l'École 241 a officiellement ouvert ses portes ce mardi 27 novembre à Libreville. Cette inauguration officielle à laquelle a pris part le ministre de la Jeunesse Arnaud-Calixte Engandji-Alandji intervient une vingtaine de jours après le lancement, le 1^{er} novembre, de « la prairie », un test intensif prévu pour durer quatre semaines. Les « apprenants » bénéficieront au total de 7 mois de formation, jusqu'en avril 2019.

Ayant consenti à accompagner financièrement cette structure dans le cadre du programme Projets innovants des sociétés civiles et coalitions d'acteurs (Piscca), l'ambassadeur de France au Gabon n'a pas caché sa satisfaction quant au lancement effectif des enseignements. Philippe Autié a notamment dit apprécier que l'École 241 offre, grâce à son partenaire technique Simplon, représenté lors de la cérémonie d'inauguration par Bouna Kane, son directeur Afrique, « une formation

diplômante adaptée aux besoins du secteur privé ». Le diplomate français n'a d'ailleurs pas manqué d'assurer l'incubateur Ogooué Labs du soutien de son administration dans la promotion de sa démarche et de son produit auprès des entreprises du secteur privé.

« Il est important pour nous de soutenir un acteur tel qu'Ogooué Labs qui regorge de talents et d'idées, au sein d'un écosystème composé de structures plus importantes, plus institutionnelles et donc moins flexibles », a justifié Philippe Autié.

Présentée par le directeur-représentant régional de l'OIF pour l'Afrique centrale, Boubacar Noumansana, comme « la première fabrique de la société Simplon au Gabon qui se distingue par l'utilisation de la pédagogie inversée », l'École 241 est répartie en 2 classes pour cette première cuvée : développeur web mobile et référent digital. Pour son fondateur, Sylvère Boussamba, cette structure est une « université gratuite en phase avec nos réalités [et] promettant 100% d'insertion sociale ».

Bouna Kane n'a d'ailleurs pas manqué de renchérir, en indiquant qu'ayant formé plus de 3000 personnes à ce jour sur le continent, « l'identité de Simplon, c'est l'insertion sociale des apprenants » ■

Source : <http://gabonreview.com/>

AFRICAMAT

Spécialiste de l'équipement pour l'entreprise

NOS SERVICES DEPUIS 2013 :

- Centrale d'achat (forestier, pétrolier, minier, BTP, pièces détachées...)
- Consulting solution technique, assistance projet
- Location matériel
- Service après-vente

REPRÉSENTANT EXCLUSIF DES MARQUES :

- Outillages électroportatifs et filaires de très haute qualité pour professionnels »
- Solutions d'éclairage industriel et événementiel »
- Fournitures et équipements pour l'entreprise »
- Nettoyeur haute pression (mono – tri – thermique) »

Milwaukee
AIRSTAR
Manutan
DIMACO
NETTOYEURS HAUTE PRESSION

E-mail: contact@africamat.com

Tél: (241) 04 23 03 01

Contactez-nous au
(241) 02 69 94 27 - 02 48 77 40
email : fontaineandjoua@yahoo.fr

Un cadeau idéal et valable toute l'année

**Ne cherchez plus
Une séance de pêche sportive
à la découverte des
EAUX GABONAISES**

Sur un bateau dédié à ce type d'activités forfait journée:
BOSTON WHALER 33
«Carburant, Skipper pro, Matériel haut de gamme,
Boissons et Sandwichs, sur la base de 3 à 4 pêcheurs».

AIRTEL AFRIQUE RECRUTE 8 BANQUES POUR SON ENTRÉE À LA BOURSE DE LONDRES



Comptoir client Airtel

La filiale africaine de Bharti Airtel a annoncé le lundi 26 novembre la nomination de huit banques internationales pour travailler sur son plan initial d'offre publique (IPO). Les banques sélectionnées sont JP Morgan, Citigroup, BofA Merrill Lynch, Absa Group Limited, Barclays Bank PLC, BNP Paribas, Goldman Sachs International et Standard Bank Group.

L'entrée en bourse d'Airtel Afrique est évaluée à hauteur de 8 mds de dollars. Le 24 octobre dernier, en prévision de cette entrée en bourse, Airtel Africa a levé 1,25 mds de dollars (1,1 mds d'euros) via un groupe de six investisseurs internationaux comprenant notamment la

société de capital-investissement américaine Warburg Pincus, le fonds souverain de Singapour Temasek, l'opérateur mobile singapourien Singtech et la holding japonaise SoftBank.

Réalisée à travers l'émission de nouvelles actions, la levée de fonds valorise l'entreprise à 4,4 mds de dollars. La somme servira à réduire la dette d'Airtel Africa qui s'élève actuellement à 5 mds de dollars, et à financer la croissance de ses activités en Afrique.

Airtel Africa est présent dans 14 pays en Afrique, avec les principaux marchés dans les pays suivants : Ouganda, Tanzanie, Rwanda,

Malawi, République démocratique du Congo, Gabon, Kenya et Madagascar. Au cours du dernier trimestre clos le 30 septembre 2018, le chiffre d'affaires d'Atetel Africa a augmenté de 10,8% par rapport à l'année précédente, à taux de change constants, notamment grâce à la croissance des transactions de données et d'Airtel Money. La marge bénéficiaire de la société avant intérêts, impôts et amortissements est passée de 37,2% à 37,1% par rapport à l'année précédente.

Selon Airtel, le trafic de données mobiles au cours de la période allant de juillet à septembre a augmenté de 53% par rapport à l'année précédente, pour atteindre 89 mds de mégaoctets. En outre, le nombre de clients de données a augmenté de 32,1% pour atteindre 27,1 millions, tandis que la base de clients Airtel Money atteint 12,9 millions, accroissant la valeur totale des transactions sur la plateforme de 31% à 6,3 mds de dollars. En 2017, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 3,036 mds de dollars US, en progression de 4,9% comparés aux 2,894 mds de dollars US de 2016.

En outre, la société a vu son nombre de clients croître de 16,3%, passant de 76,7 millions de personnes en 2016 à 89,3 millions de personnes au terme de l'année 2017 achevée le 31 mars 2018. Ces utilisateurs ont généré un total de 159,5 mds de minutes d'appel, en progression de 18,5% par rapport à l'année dernière ■

Source : <https://africanshapers.com/>



www.economie-gabon.com

SUR NOTRE SITE

ÉCONOMIE GABON+ FAIT PEAU NEUVE
AVEC LA REFORME DE SON SITE INTERNET...
REDECouvrez L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE
DU GABON ET DE LA DIASPORA A TRAVERS
NOTRE VITRINE WEB

Flashez
ce code
avec votre
Smartphone
et visitez
nous



SERVAIR
GABON TRAITEUR

Tel : +241 01 73 69 51
+241 05 99 52 01
Email : gp.traiteur@servair.ga

Commander
72h
en avance

Livraison sur Libreville OFFERTE

POUR LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE, SERVAIR GABON VOUS PROPOSE...



Terroir

Croustillant de brie au bacon et son
mesclun de salade
Nage de fruit de mer façon bouillabaisse
Filet de bœuf Wellington sauce au foie gras
Pain perdu aux fruits rouges



Ambassadeur

Symphonie autour du foie gras
(crème brûlée, poêlé, terrine)
Filet de saint-pierre, jus safrané et ses
pommes fondantes
Pavé de cerf sauce morille, gratin de patate douce
Feuilleté de mangue rôti et sa crème mousseline



Epicurien

Salade de langouste et son coulis de
mangue riviéra de légumes
Saint-Jacques rôti crème aux herbes, billes
de légumes vichyssoises
Chapon en deux cuisson sauce forestière
Bûche de Noël aux marrons confits

SERVICES À DOMICILE DISPONIBLE À LA COMMANDE

INTERVIEW DE M. JEAN-BERNARD BOUMAH, DIRECTEUR GÉNÉRAL EXÉCUTIF DU GROUPE CECA-GADIS

CÉCAGADIS : 1^{ER} OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE DU GABON HORS PÉTROLE ET MINES

Avec ces filiales dans de nombreux domaines de la consommation de produits multiples, le groupe CECA-GADIS est tentaculaire. En cette fin d'année, notre rédaction s'intéresse plus particulièrement au secteur alimentaire.

Par Anne-Marie JOBIN



Jean-Bernard BOUMAH, Directeur Général Exécutif

ECONOMIE GABON+ : Monsieur Jean-Bernard Boumah, pouvons-nous parler de la crise au passé ? Avez-vous gardé votre place de leader économique privé du pays, hors pétrole et mines ?

Merci avant tout de me donner l'opportunité de m'exprimer une nouvelle fois dans votre journal. Votre intérêt pour notre entreprise à ce moment précis est d'autant plus important que nous sommes en période de préparation de notre budget 2019. C'est donc l'heure des constats. Entre 2015 et 2018, nous sommes passés de 232 m^{ds} à 180 m^{ds} de chiffre d'affaires. Ce recul de 52 m^{ds} pèse très lourd sur nos résultats. Pourtant, pendant cette même période, nos effectifs ont augmenté, les outils de travail ont été améliorés. Pour répondre à votre question, nous considérons être au cœur de la crise. Nous pourrions lutter plus facilement si la fiscalité, notamment au niveau de la sous-région, n'était pas aussi déséquilibrée.

Aujourd'hui, nous sommes fortement déséquilibrés par l'informel qui continue de pénétrer le marché local avec des marchandises provenant de la sous-région et vendues à des prix défiant toute concurrence, puisque ces « commerçants » ne se soumettent pas aux lois et ne s'acquittent pas des obligations fiscales.

Cependant, la CECA-GADIS est au cœur de l'économie gabonaise. La moitié de notre chiffre d'affaires est générée par des achats effectués localement. C'est une valeur ajoutée non négligeable qui joue un rôle important dans l'industrie du pays. Pour vous donner des exemples concrets, nous sommes le 1^{er} client d'OLAM, de la SOBRAGA et de nombreux maraîchers ou

pêcheurs sont de fidèles fournisseurs de la CECA-GADIS.

ECONOMIE GABON+ : Comment pouvez-vous lutter contre ces fraudeurs ?

Il y a peu, notre Président Directeur Général a rencontré les membres du gouvernement pour relater les difficultés réelles que nous rencontrons et nous espérons, nous croyons, que nos problématiques seront entendues, comprises, et que des mesures persuasives seront prises. L'impact de ce fléau touche tous les secteurs économiques, y compris l'automobile et les produits pharmaceutiques par exemple, mais lorsque qu'il est ressenti dans la grande distribution, il atteint alors toutes les cibles de consommateurs.

Pour ce qui est de la baisse de notre chiffre d'affaires, elle n'est pas simplement liée à la baisse de la consommation. C'est la façon d'acheter qui tend vers le « moins cher », peu importe la qualité, la provenance et la durabilité du produit.

ECONOMIE GABON+ : Vous avez misé sur la diversification, mais 86% de votre chiffre d'affaires sont générés par l'alimentaire. À combien est estimé le panier de la ménagère aujourd'hui, sachant qu'il était en chute de 7% en 2015 ?

Le panier de la ménagère a diminué d'environ 15%. Pourtant la fréquentation dans nos rayons stagne. Nous observons que nos clients viennent principalement acheter des produits de première nécessité vendus à faibles marges.

ECONOMIE GABON+ : Cette mauvaise passe n'a pas affecté votre optimisme et vous avez continué à investir quelques 30 m^{ds} de F CFA ces dix dernières années. Qu'en est-il de l'ouverture des trois nouveaux magasins mis en standby ?

Tout d'abord, sachez qu'en tant que Gabonais qui aimons notre pays, nous restons optimistes, nous sommes confiants et ne restons pas les bras croisés. Néanmoins, les conditions économiques étant ce qu'elles sont, elles nous incitent en tout premier lieu à continuer d'investir sur le capital humain.

La période actuelle est encore marquée par des enjeux économiques et financiers préoccupants. Malgré cela, pour rester fidèles aux principes et aux valeurs morales que nous perpétons depuis 1967, date de création du groupe CECA-GADIS entièrement détenu par des actionnaires gabonais, nous nous devons plus que jamais d'être présents à l'intérieur du pays. Servir nos clients les plus éloignés des villes principales du Gabon représente un coût considérable.

Sur les 180 m^{ds} réalisés en 2018, 55 % sont le fruit de nos magasins de Libreville et 45 % sont générés par notre marque GABOPRIX qui exploite les enseignes GABOPRIX, CECADO et INTERGROS. Cela dit, en termes de rentabilité, nous sommes bien loin du compte actuellement. Les coûts inhérents à la logistique, à certains contrôles intempestifs et de plus en plus nombreux, sont pénalisants, alors que nos prix restent inchangés, notamment sur les produits de première nécessité. Nous nous interdisons de reporter ces surcoûts sur le prix de vente du riz par exemple. Ce serait injuste pour nos consommateurs et ce produit deviendrait très vite invendable.

Concernant ces trois nouveaux magasins à construire, ils restent une réalité. Nous avons acquis les terrains fonciers, notamment au nord de Libreville et sur la nationale 1 à NTOUM. Nous nous implantons dans la périphérie de notre capitale qui est de plus en plus occupée, voire surchargée. Ces investissements nécessitent de la trésorerie qui nous fait défaut aujourd'hui compte tenu des explications que je viens de vous donner.

ECONOMIE GABON+ : En dépit de cette conjoncture défavorable à l'emploi, vous n'avez pas licencié et vous cherchez de nouveaux profils. Quels sont les critères de recrutement d'un futur collaborateur au niveau d'un responsable de magasin ? Avez-vous un service de formation ?

Cette question vient à brûle-pourpoint. L'une de nos valeurs principales, à laquelle notre PDG, Monsieur Michel ESSONGHE, est très attaché, est d'investir sur le capital humain. Pour lui en effet, **l'homme est au cœur du développement**. Nous sommes donc en permanence à l'affût de talents pour les intégrer dans notre famille. Le collaborateur de la CECA-GADIS doit donc être au fait de toutes les mutations en cours dans le commerce. Il doit pouvoir les

anticiper et s'ajuster si nécessaire. La qualité du service étant la base de notre métier, tout collaborateur, *a fortiori* tout directeur de magasin, est d'abord au service de sa clientèle. Il est forcément bien imprégné des évolutions dont je viens de vous parler. C'est également quelqu'un qui grandit avec ses équipes et les fait grandir. Enfin, c'est quelqu'un qui sait préparer ses collaborateurs à faire mieux que lui sans lui.

C'est effectivement au sein de notre service formation que toutes ces dynamiques se préparent, sous la coordination de notre DRH. Je souhaite à cet égard ajouter que ces services clés de notre entreprise sont animés par des jeunes dont les formations sont parmi les plus pointues dans leur domaine. Malgré la crise que nous évoquons plus haut, notez qu'en 2018, nous avons consacré 200 millions de F CFA à la formation de nos collaborateurs.

ECONOMIE GABON+ : Comment préparez-vous le rush des fêtes de fin d'année ? Quel est le pourcentage de votre CA réalisé en cette période opportune ?

Cette période est cruciale dans le domaine de la grande distribution. Les recettes du mois de décembre sont en général de 30 % supérieures à celles des autres mois. Nous sommes prêts, nos rayons sont remplis. Le Père Noël peut passer acheter des jouets pour nos enfants, les ménagères disposent d'un large choix de victuailles de qualité. Les commandes sont passées et rien ne manquera. Tout est mis en œuvre pour que ces fêtes de fin d'année soient un moment de joie et de partage.

ECONOMIE GABON+ : Comment vous préparez-vous à l'arrivée éventuelle, mais annoncée de concurrents tels que AUCHAN et CARREFOUR ? Considérez-vous que votre avance et votre connaissance du pays sont suffisantes face à de tels poids lourds de la grande distribution ?

Nous sommes bien conscients qu'être N°1, c'est bien, le rester c'est plus difficile. Nous travaillons à rendre dynamiques les évolutions que nous connaissons aujourd'hui dans le commerce moderne, notamment avec le e-commerce. Nous nous adaptons en permanence et toujours au bénéfice de nos clients. Nos commerces de proximité auxquels nous sommes très attachés peuvent compter sur notre appui et notre considération. Cette évolution permettra à nos clients des villes excentrées de commander et de recevoir des produits spécifiques vendus notamment chez CK2 ou chez SOGAME EQUIP. Ce service supplémentaire est très coûteux au regard de la logistique et du prix du carburant, mais nous continuerons à privilégier cette cible parce que nous sommes déterminés à défendre nos valeurs intrinsèques, parmi lesquelles la proximité. Pour répondre à votre question, le Gabon est un pays ouvert à la diversité et tout entrepreneur peut postuler et venir s'installer ■



Le carburant qui nettoie votre moteur km après km

**MEILLEURE
QUALITÉ
MÊME PRIX**

**VOTRE MOTEUR EST
+ PROPRE
+ ÉCONOMIQUE**



totalmarketing.ga



*Par rapport à un carburant non spécifiquement additivé. Tests réalisés en 2013. Les résultats peuvent varier en fonction du type de véhicule. Plus d'informations sur totalmarketing.ga

CONSO
& SANTÉ

Charge virale : le Gabon ne dispose d'aucun chiffre

Selon le rapport 2018 de l’OnuSida publié le 1^{er} décembre dernier à l’occasion de la journée mondiale de lutte contre le Sida, intitulé «Savoir, c’est pouvoir, connaître son statut sérologique, connaître sa charge virale », le Gabon ne dispose d’aucun chiffre relatif à la suppression de la charge virale auprès des personnes vivant avec le VIH.



Le test de la charge virale constitue la norme en matière de soins pour les personnes vivant avec le VIH dans la plupart des pays à revenu élevé. Cependant, la couverture du test de charge virale reste faible dans de nombreuses régions du monde. Selon l’OnuSida, parmi les 79 pays qui ont envoyé des données en 2017, seuls 21 ont indiqué que moins de la moitié des personnes sous traitement font l’objet d’un test annuel de charge virale, et 12 ont rapporté qu’entre la moitié et les trois quarts des personnes sont soumises à un test annuel de charge virale.

«Une volonté politique plus affirmée et davantage de financements sont nécessaires pour augmenter cette proportion dans les pays à revenu faible et intermédiaire», a exhorté Michel Sidibé, directeur exécutif de l’OnuSida.

Au Gabon, en 2017, 77% des personnes vivant avec le VIH connaissaient leur statut sérologique et 59% des personnes vivant avec le VIH avaient accès à une thérapie antirétrovirale. Cependant, le pays ne détient aucun chiffre relatif au nombre de ses habitants vivant avec le VIH bénéficiant ou non d’une suppression de la charge virale en 2017. Selon la direction générale de la prévention du Sida, la prévalence du VIH/Sida par province est répartie de la manière suivante : Ogooué-Maritime (8,7%), Ngounié (8,1%), Estuaire (7,2%), Woleu-Ntem (6,2%), Moyen-Ogooué (5,6%), Ogooué-Lolo (5,4%), Nyanga (4,2%), Haut-Ogooué (4,0%) et Ogooué-Ivindo (3,1%) ■

Source : gabon review



Cote boursière

Octobre 2018 - Novembre 2018

par :



Union Gabonaise
de Banque

Devises/FCFA	10-31-18	11-30-18	Variation
USD - Dollar américain	576,8176	577,4778	0,11%
GBP - Livre britannique	735,8067	736,4676	0,09%
CAD - Dollar Canadien	439,0315	433,9488	-1,16%
CHF - Franc suisse	576,1084	578,4453	0,41%
ZAR - Rand sud-africain	39,4463	41,9791	6,42%
JPY - Yen japonais	5,1135	5,0853	-0,55%
AED - Dirham des Emirats Arabes Unis	157,3831	156,9275	-0,29%
CNY - Yuan	82,8197	83,1409	0,39%
MAD - Dirham marocain	60,4892	60,7199	0,38%

	10-31-18	11-30-18	Variation
Brent (USD / Baril)	75,47	58,44	-22,57%
WTI (USD / Baril)	65,31	50,06	-23,35%
Or (USD / once)	1 214,76	1 218,16	0,28%
CAC 40 (EUR)	5 093,44	5 005,69	-1,72%
Euro stoxx 50 (EUR)	3 197,51	3 178,10	-0,61%
DOW JONES (USD)	25115,76	25 323,85	0,83%

TAUX BEAC EN VIGUEUR

Taux d'intérêt des appels d'offres :	3,50%	new
Tauxd'intérêt des prises en pension :	5,25%	new
Taux d'intéret sur placement 7 jours :	0,00%	
Taux d'intéret sur placement 28 jours :	0,0625%	
Taux créditeur minimum :	2,450%	

flyafrijet.online

by AFRIJET

PROGRAMME DES VOLS DU 25 MARS AU 27 OCTOBRE 2018

Au départ de Libreville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Brazzaville (via Franceville)	L - M - V - -	10H00	13H00
Franceville	L - M - V - - - - - - V - - - - - - - D	10H00 13H00 12H30	11H30 14H30 14H00
Pointe-Noire	- M - - - - - - - J - - - - - - - - D	14H30 12H45 20H00	16H15 14H30 21H55
Port - Gentil	L M - J V S - - - M - - - - L M M J V - D L M M J V - D L M M J V S D	07H30 08H30 17H30 21H30 21H45	08H05 09H05 18h05 22H05 22H20
Sao Tomé (Direct)	- - - J - - - - - - - - D	18H30 12H15	19H25 13h15
Via Douala (à partir de Mai 2018)	- - - - V - -	16H15	19H30
Douala (à partir de Mai 2018)	L - - - - - - M - - - - - - M - - - - - - V - - - - - - - D	12H00 10H00 15H00 16H15 15H45	13H00 11H00 16H00 17H15 16H45

Au départ de Port - Gentil vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L M - J V S - - - M - - - - - M M - - - - - - - J V - - - - - - - D L M M J V - D L M M J V S D - - - - - D	08H30 07H30 13H15 11H45 11H00 18H15 18H30 22H55	09H05 08H05 13h50 12H20 11H35 18H50 19H05 23H30

Au départ de Pointe Noire vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L - - - - - - - M - - - - - - - J - - -	09H15 07H30 15H45	11H00 09H15 17H30

Au départ de Brazzaville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville (vol Direct)	- - - - V - -	13H45	15H30
Franceville (vol direct)	L - M - - - -	13H45	14H45
Libreville (via Franceville)	L - M - - - -	13H45	16H45

Au départ de Franceville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L - M J V - - - - - - - D	15H15 14H45	16H45 16H15
Brazzaville (vol direct)	L - M - V - -	12H00	13H00

Au départ de Sao Tomé vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	- - - J V - - - - - - - D	20H15 13H55	21H15 14H55

Au départ de Douala vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L - - - - - - M - - - - - - - M - - - - - - - - - D	14H45 12H30 17H30 18H00	15H45 13H30 18H30 19H00
Libreville (via Sao Tomé)	- - - - V - - - - - - V - -	18H15 18H15	21h10 19H30
Sao Tomé	- - - - V - -	18H15	19H30

Avec connections possibles entre Port-Gentil, Franceville, Brazzaville, Pointe Noire, Sao Tomé et Douala

Réservation en ligne : Flyafrijet.online ou en agence de voyage

Hotline Pointe Noire : +242 05 324 74 16

Hotline Brazzaville : +242 05 324 74 18

Hotlines Libreville : +241 02 01 17 17 ou +241 07 56 03 03

Hotline Port-Gentil : +241 02 03 32 01

Hotline Moanda : +241 02 29 93 93

Hotline Franceville : +241 02 00 90 01



PROGRAMME
DES TRAINS DE VOYAGEURS

SENS OWENDO – FRANCEVILLE

JOUR	TRAIN	NUMERO	CATEGORIE	DEPART
Lundi	Trans-Ogooué	111	Express	18h50
Mardi	Equateur	233	Omnibus	18h50
Mercredi	Trans-Ogooué	311	Express	18h50
Jeudi	Equateur	433	Omnibus	18h50
Vendredi	Trans-Ogooué	513	Express	18h50
Dimanche	Equateur	733	Omnibus	18h50

SENS FRANCEVILLE – OWENDO

JOUR	TRAIN	NUMERO	CATEGORIE	DEPART
Lundi	Equateur	132	Omnibus	19h00
Mardi	Trans-Ogooué	212	Express	19h50
Mercredi	Equateur	332	Omnibus	19h00
Jeudi	Trans-Ogooué	412	Express	19h50
Vendredi	Equateur	532	Omnibus	19h00
Dimanche	Trans-Ogooué	714	Express	19h50

GRAND VITARA 4X4

BOÎTE AUTOMATIQUE, CUIR

16.900.000^{*} F.cfa ttc

au lieu de ~~20.9000.000~~ F.cfa ttc



Photo non contractuelle.

by **cfao**

(*) Offre spéciale valable du 1er Décembre 2018 au 15 Janvier 2019, dans la limite des stocks disponibles. Garantie 2 ans ou 50.000 kilomètres.

AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



LE MONDE VOUS VA SI BIEN

Avec un vol quotidien Libreville-Paris, accédez à plus de 1000 destinations grâce à l'un des plus vastes réseaux au monde avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

NOUVEL ÉLAN POUR L'ÉCONOMIE GABONAISE



Par Anne-Marie JOBIN

En tout premier lieu, je souhaite remercier l'ensemble des personnalités qui nous ont témoigné leur confiance en répondant à nos questions. Ce numéro anniversaire est exceptionnel à plusieurs titres. Les articles sont beaucoup plus longs, mais comment se priver de sujets quand on nous fournit autant de matière ?

Ce dossier dédié aux banques et assurances s'ouvre sur une interview croisée adressée aux quatre bailleurs de fonds principaux du Gabon : la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Agence Française de Développement et le Fond Monétaire International. Vous saurez tout sur le système de fonctionnement de base de chacune de ces institutions.

L'Afrique suscite des discours contradictoires. Les uns, optimistes, annoncent l'émergence d'un continent de tous les possibles. Les autres, souvent portés par des acteurs du terrain, sont plus dubitatifs quant à cette évolution. Où mettre le curseur ? Ce qui est réel et incontestable, c'est que les taux de croissance africains ont augmenté significativement depuis le début des années 2000. Ils ont été portés par des phénomènes structurels, certains d'ordre macroéconomique tels que le désendettement et le rétablissement des finances publiques, mais plus fondamentalement par des dynamiques très profondes. Tous ces processus ont participé à l'émergence qui transforme la situation économique et sociale du continent.

Dans la dernière analyse du premier semestre 2018, le FMI constate que la situation économique de la CEMAC demeure fragile. La croissance s'est légèrement redressée, mais reste très en deçà de son niveau potentiel. Conjugués au resserrement de la politique monétaire et à l'application plus stricte de la réglementation des changes par la BEAC, les efforts d'assainissement des finances publiques menés par les États ont contribué à une forte réduction des déséquilibres budgétaires et extérieurs dans la région. Tous les pays de la CEMAC sont résolus à mener les politiques macroéconomiques convenues avec les services du FMI pour soutenir la reprise économique et la viabilité financière de chaque pays de la région. Sur le plan régional,

la banque centrale et l'organisme de supervision bancaire continuent à mettre en œuvre des politiques à l'appui des programmes des membres de la CEMAC soutenus par le FMI.

Concernant le Gabon, les articles qui composent ce numéro nous permettent de nous faire une large idée de la situation du pays. Dès lors qu'il s'agit de l'économie de notre pays, la diversification est au centre de toutes les attentions. Tant de domaines sont encore inexploités ou à peine abordés qu'il convient de penser que nous sommes aux prémices d'une évolution économique ouverte et prometteuse ■



Autorité Administrative
Zone Economique Spéciale
de Nkok

En septembre 2018, la Zone Economique Spéciale de Nkok c'est:

Un guichet unique de

20 administrations

pour faciliter l'installation et
l'accompagnement au quotidien
des

87 opérateurs
de la ZES



58 entreprises
en production

(BOIS : Placage - séchage - sciage -
déroulage - fabrication de meubles;
sidérurgie; Industrie pharmaceutique;
Agro-industrie; BTP)

90000

Tables banc livrés en août 2018

521

containers exportés par mois
soit 1/3 des exportations nationales
pour une valeur de :

1,4 milliards de Fcfa

de ventes sur le marché national des
produits fabriqués en ZERP (hors
tables bancs)



200 milliards

d'investissement direct
étranger

3600

emplois directs dont

65% de nationaux et
35% d'étrangers

Une autonomie totale en
eau et en énergie à
moindre coût.

Une environnement sécurisé avec
une **brigade de gendarmerie**,
une **caserne de pompiers.**



Zone Economique Spéciale de Nkok
Immeuble du Guichet Unique - B.P. 19134 Libreville - Gabon
www.aazerp.ga



INTÉGRITÉ



PRODUCTIVITÉ



QUALITÉ



CONFORMITÉ

Rejoignez-nous sur
@ZERPdeNkok



Suivez-nous sur
@Zesnkok



INTERVIEW CROISÉE DES DIRECTEURS DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT – LA BANQUE MONDIALE – LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT ET DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



Madame L. DUFAY,
Agence Française de Développement



Madame A. OUEDRAOGO,
Banque Mondiale



Monsieur R. MASUMBUKO,
Banque Africaine de Développement



Monsieur M. POPLAWSKI,
Fonds Monétaire International

LES BAILLEURS DE FONDS NOUS ÉCLAIRENT

Les quatre institutions précitées ont accepté de répondre à une interview croisée dans le cadre de l'appui budgétaire accordé au Gabon par les bailleurs de fonds pour financer son Plan de relance économique.

Par Anne-Marie Jobin

ECONOMIE GABON + : Sur quelles bases évaluez-vous les besoins de financement d'un pays ?

Agence Française de Développement – L'Agence française de développement (AFD) est l'acteur central de la politique de développement de la France. Nous nous engageons sur des projets qui améliorent concrètement le quotidien des populations dans les pays en développement, émergents et l'Outre-mer.

Banque Africaine de Développement – En 2017, La Banque africaine de développement a accordé un appui budgétaire de 500 millions d'euros au Gabon. Cela fait de la Banque le premier partenaire au développement du Gabon, et du Gabon l'un des trois plus grands clients de la Banque.

Chaque pays dispose d'un Plan national de développement (PND) (par exemple au Gabon, le PSGE, Plan stratégique Gabon émergent) qui établit le diagnostic socio-économique et fixe les objectifs et stratégies de développement à moyen et long terme. Le PND identifie les besoins de financement du pays. De son côté, la Banque africaine de développement élabore tous les cinq ans une stratégie de partenariat avec le pays, consignée dans le Document de stratégie pays (DSP), pour mieux l'accompagner dans son effort de développement. Le DSP est aligné sur le PND et sur les priorités stratégiques de la Banque africaine de développement.

En ce qui concerne les appuis budgétaires, c'est le Fonds monétaire international (FMI) qui est aux commandes. Les besoins de financement sont déterminés à partir du tableau des opérations financières de l'État (TOFE). Consigné dans la Loi annuelle des finances, ce tableau indique aussi le besoin de financement extérieur complémentaire aux ressources propres de l'État. Pour

l'appui budgétaire en cours d'approbation, le gouvernement gabonais avait indiqué dans la Loi de finance rectificative 2018 la nécessité d'un appui de la Banque africaine de développement en plus des appuis des autres partenaires.

Banque Mondiale – Pour identifier les besoins de financement d'un pays, la Banque mondiale passe par plusieurs étapes. Elle réalise d'abord un diagnostic de la situation économique et sociale (SCD) afin d'élaborer une nouvelle stratégie de partenariat avec le pays. Le diagnostic identifie les défis et opportunités les plus importants auxquels le pays doit faire face, pour ensuite proposer les actions palliatives à terme dans la stratégie pays. Le diagnostic et la stratégie sont menés sur la base de consultations avec de nombreuses parties prenantes.

Conçue conjointement avec la Société financière internationale (IFI), la stratégie de partenariat avec le Gabon actuellement mise en œuvre a été approuvée en 2012 et révisée par le Conseil des administrateurs le 4 avril 2016. Son contenu, de même que les ajustements proposés, sont alignés sur les plans de développement stratégique du pays, y compris le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Il repose sur trois secteurs :

- la gouvernance et les capacités du secteur public,
- la compétitivité et l'emploi et
- le développement humain et une politique environnementale durable.

S'agissant de l'appui budgétaire du Gabon, l'opération s'inscrit dans le cadre d'une réponse concertée à la crise économique de la CEMAC. Les pays de la CEMAC ont décidé de mettre en place une réponse coordonnée face à la crise macro-fiscale et de solliciter l'appui du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Agence française de développement (AFD).

Fonds Monétaire International

Le FMI prend généralement la tête de la coordination du soutien budgétaire des créanciers extérieurs. Pour estimer les besoins de financement d'un pays, nous regardons tous ses revenus pendant une année donnée ainsi que de tous les financements externes qu'il recevra. De cette somme, nous déduisons toutes les dépenses publiques prévues pour le pays au cours de l'année concernée.

Le résultat nous donne une somme qui représente les besoins de financement du pays. Ce qui peut se comparer au salaire annuel d'un ménage, plus tous les emprunts contractés par ce ménage, moins toutes ses dépenses comme l'épicerie, la scolarité des enfants, les réparations de la maison, de la voiture, le carburant, etc.

Si le pays est dans le rouge en termes de besoin de financement et demande un programme au FMI, dans ce cas « le Fonds » aide les autorités à concevoir un programme devant permettre au gouvernement du pays de mobiliser plus de recettes et de dépenser moins conformément à son plan de développement, par exemple le Plan de Relance Économique (PRE) ici au Gabon.

Mais le FMI travaille en étroite collaboration avec d'autres institutions multilatérales (telles que la Banque Mondiale et la BAD) et bilatérales (par exemple l'AFD) pour mettre en place les conditions de leur soutien financier au cours de ce programme de réforme.

En fonction de leur réponse et de la disponibilité de leurs financements, le FMI couvre normalement les besoins de financement, le pays pouvant emprunter au FMI essentiellement en fonction de la taille de son économie, de son ouverture commerciale et de sa contribution annuelle au FMI.

ECONOMIE GABON + : En fonction de quels critères les montants des enveloppes budgétaires sont-ils définis ?

Agence Française de Développement – Avant de considérer le volume de financements dont a besoin un pays, nous travaillons avec nos partenaires locaux afin d'identifier les priorités sectorielles et étudier la façon dont elles s'inscrivent dans la stratégie de développement nationale. Si ces priorités recoupent celles de l'AFD, nous pouvons alors proposer d'accompagner le pays sur un ou plusieurs projets de développement. Commence alors un cycle d'évaluation des besoins, à la fois techniques et financiers, qui doit permettre de calibrer au mieux notre intervention et de répondre aux besoins du pays.

Banque Africaine de Développement – Comme indiqué précédemment, le FMI pilote l'évaluation des besoins, en accord avec les autorités. Le FMI se tourne alors vers les bailleurs de fonds, telle la Banque africaine de développement, pour un tour de table permettant de combler le « gap » de financement du pays. Bien évidemment, nombre d'autres critères et conditions d'éligibilité (stabilité macroéconomique, solvabilité...) entrent en ligne de compte.

Banque Mondiale – En 2017, la Banque mondiale a consenti au Gabon un prêt d'un montant de 200 millions de dollars afin de soutenir ses efforts dans la mise en œuvre du Plan de relance économique (PRE) en se concentrant sur trois piliers : la consolidation budgétaire, la protection sociale et l'attractivité du climat des affaires. Une deuxième tranche d'environ 200 millions de dollars est également envisagée en 2019 afin de continuer à soutenir les efforts du gouvernement gabonais. Il est à noter que les partenaires au développement, FMI, AfDB et AFD, apporteront également un appui budgétaire au Gabon.

L'évaluation des politiques et des institutions en Afrique (CPIA) est un outil de diagnostic annuel destiné à mesurer la qualité des structures politiques et institutionnelles publiques ainsi que leur capacité à soutenir une croissance durable et à réduire la pauvreté. Ce rapport attribue à chaque pays des notes selon 16 critères, ainsi qu'un score global.

Son objectif est de renseigner les pouvoirs publics sur l'impact des efforts déployés pour soutenir la croissance et lutter contre la pauvreté. Les notes obtenues servent aussi à déterminer le volume des prêts concessionnels et des dons accordés par la Banque mondiale aux pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne.

Les pays sont notés sur une échelle de 1 (note la plus faible) à 6 (note la plus élevée) pour 16 indicateurs de développement regroupés dans quatre catégories : gestion économique, politiques structurelles, politiques d'insertion sociale et d'équité, gestion et institutions du secteur public.

Il y a une corrélation entre l'efficacité de l'investissement et la qualité des politiques et des institutions, et cette corrélation est plus forte en ce qui concerne l'efficacité de la gestion du secteur public. Bien que la corrélation ne soit pas nécessairement synonyme de causalité, les institutions d'un pays peuvent créer des incitations à investir, encourager l'appropriation technologique et favoriser l'accumulation de capital humain, ce qui facilitera une croissance plus forte sur le long terme. En revanche, des institutions faibles risquent d'encourager la recherche de rente et la corruption, rendant les activités moins productives. Elles risquent également de décourager l'investissement des entreprises et l'accumulation de capital humain, conduisant ainsi à une croissance plus faible.

Fonds Monétaire International

Comme indiqué plus haut, il existe une formule mathématique permettant de calculer initialement combien chaque pays membre peut emprunter auprès de l'institution. En plus, le conseil d'administration du FMI peut prendre une décision en fonction de la capacité réelle de prêt de l'institution, des besoins de financement du pays, de l'urgence de la situation du pays et d'autres critères.

ECONOMIE GABON + : Dans quels secteurs investissez-vous et selon quelles données ?

Agence Française de Développement

Agence Française de Développement – L'AFD intervient dans de nombreux secteurs dans le monde : énergie, santé, biodiversité, eau, numérique, formation, etc. Notre objectif est de contribuer à la transition vers un monde plus sûr, plus juste et plus durable, un monde en commun.

À l'échelle du Gabon, notre portefeuille de projets est aujourd'hui concentré sur **les secteurs de l'éducation** (construction de nouvelles salles de classe et accompagnement du ministère de l'Éducation nationale dans les réformes à mettre en place pour améliorer le niveau et la qualité de l'éducation), **de la santé** (réhabilitation de centres médicaux dans 4 provinces du Gabon et accompagnement du ministère de la Santé dans une gestion optimisée de ses ressources humaines), **du transport** (programme de réhabilitation du Transgabonais) et **de la protection des ressources naturelles** (gestion durable et raisonnée de la forêt, conflit homme/faune). Ces 4 secteurs ont été identifiés comme des



Siège de l'Agence Française de Développement à Paris

priorités par les autorités gabonaises. Sur cette base et après avoir établi son propre diagnostic, l'AFD a proposé de les accompagner. La définition de ces projets et leur mise en œuvre résultent d'un travail conjoint entre l'AFD et la partie gabonaise. Au travers de ces projets, l'AFD et ses partenaires souhaitent concilier deux urgences, le climat et le développement, et contribuer à la lutte contre les inégalités.

Banque Africaine de Développement

Banque Africaine de Développement – En 2017, la Banque africaine de développement a réalisé 249 opérations sur l'ensemble du continent, pour un montant total d'investissement de plus de 7 mds d'euros. En termes de domaines d'intervention, la Banque a entériné cinq priorités stratégiques, communément appelées les « Top 5 » : Nourrir l'Afrique, Éclairer l'Afrique, Industrialiser l'Afrique, Intégrer l'Afrique, et enfin Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique. Le programme de développement de la Banque vise à fournir l'appui financier et technique aux projets porteurs de transformations qui permettront de réduire sensiblement la pauvreté grâce à une croissance économique inclusive et durable en Afrique.

Banque Mondiale

La Banque mondiale finance huit projets multisectoriels et un appui budgétaire pour un engagement représentant environ 600 millions de dollars. Notre engagement s'appuie sur les données issues du diagnostic économique et social et de la stratégie de partenariat avec le Gabon.

Nous intervenons actuellement dans les domaines suivants :

Domaine des NTIC

Projet régional de dorsale à fibre optique en Afrique centrale (CAB 4)

Domaine du climat des affaires

Projet de promotion de l'investissement et de la compétitivité (PPIC)

Domaine des infrastructures

Projet de développement des infrastructures locales II (PDIL)

Domaine du numérique

Projet E-Gabon

Domaine de la statistique

Projet de renforcement des capacités statistiques du Gabon

Domaine de l'énergie

Projet d'accès aux services de base en milieu rural et renforcement de capacités

Domaine de l'éducation

Projet d'appui au développement des compétences pour l'employabilité des jeunes

Domaine de l'environnement

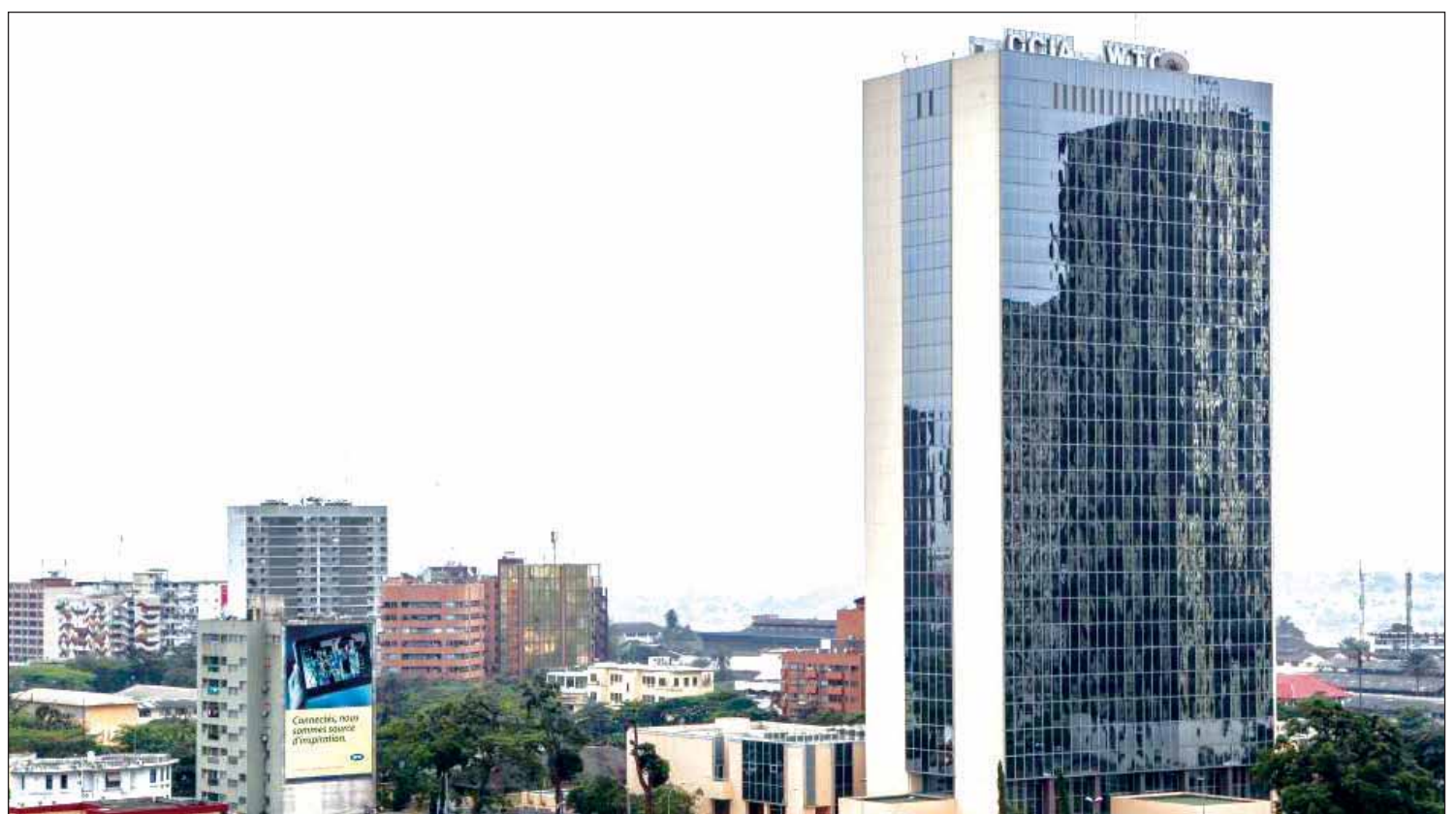
Projet de gestion durable des écosystèmes humides critiques (PAZH),

Projet de gestion de la faune et des conflits entre la population et les éléphants dans le sud du Gabon (GeFaCHE).

Appui budgétaire

Fonds Monétaire International

Le FMI est très différent des autres institutions, notamment des institutions de développement qui financent des projets dans des secteurs particuliers. Nous sommes une institution dont le mandat est de promouvoir la stabilisation financière, le commerce et la croissance



Siège de la Banque Africaine de Développement à Abidjan

mondiales. Dans ce contexte, les interventions de notre institution en termes d'appui financier pour un pays visent avant tout la stabilisation de la balance de paiement des États membres, dont le Gabon, afin d'éviter les crises économiques.

À ce titre, et à la différence des autres institutions, les financements du FMI sont donc essentiellement orientés vers la banque centrale du pays emprunteur afin de stabiliser ses comptes extérieurs. Néanmoins dans certains cas, comme au Gabon, ce soutien financier peut être transféré au gouvernement sous la forme d'un appui budgétaire. Ici cet appui budgétaire vise à soutenir le Plan de Relance Économique de la République gabonaise, et sa transition vers une économie plus diversifiée.

ECONOMIE GABON + : Vous arrive-t-il de constituer un pool pour répondre à un financement ou mener une opération ?

Agence Française de Développement – Tout à fait. Le développement implique une action collective, inclusive et à la bonne échelle. Ainsi, la moitié de nos projets se font en cofinancement avec des partenaires : banques de développement, collectivités territoriales, ONG, fondations... Le cofinancement permet de démultiplier les effets, d'attirer d'autres investisseurs et de rendre possibles les projets les plus ambitieux.

Au Gabon, nous avons plusieurs exemples fructueux de cette collaboration, notamment avec les autres bailleurs de fonds : le programme de réhabilitation du Transgabonais associe l'AFD, sa filiale dédiée au secteur privé Proparco et la Société Financière Internationale (groupe Banque mondiale). Dans le cadre de notre projet sur le conflit homme/faune, nous nous sommes coordonnés avec la Banque mondiale afin d'optimiser les ressources et de couvrir au mieux la problématique dans l'ensemble du pays. Par le passé, nous avons également coopéré avec la Banque de développement des États d'Afrique centrale et la Banque islamique de développement sur des projets d'assainissement.

Nous travaillons aussi étroitement avec l'Ambassade de France et son Service de Coopération et d'Action culturelle (SCAC), en associant nos expertises et nos financements.

Nous associons régulièrement les ONG à nos projets afin de pouvoir bénéficier de leur connaissance du contexte, de leur présence sur le terrain et des relations particulières qu'elles ont développées avec les populations. Elles sont, pour nous, un relai essentiel du développement.

Nous croyons sincèrement aux bénéfices qu'apportent ces interventions conjointes et appuyons les initiatives qui permettent une meilleure coordination entre les acteurs du développement, au profit d'un développement durable du Gabon.



Siège de la Banque Mondiale à Washington

Banque Africaine de Développement – Les besoins du continent en matière de financement sont immenses : pour le seul secteur des infrastructures, un investissement annuel de 130 à 170 mds de dollars américains est nécessaire, or la Banque africaine de développement évalue le déficit de financement à 100 mds de dollars par an. C'est pourquoi la mobilisation de ressources supplémentaires est une priorité, et parfois même une condition, pour les interventions de la Banque africaine de développement. À cet effet, la Banque utilise toute sa crédibilité internationale pour mobiliser de larges sources de financement qui ne seraient pas débloquées sans sa présence. Les ressources propres de la Banque africaine de développement sont, à elles seules, insuffisantes pour satisfaire les besoins de nos pays, mais sa capacité à mobiliser les bailleurs internationaux publics et privés est avérée. En novembre 2018, tout récemment donc, la Banque africaine de développement a organisé l'*Africa Investment Forum* à Johannesburg, où elle a pu mobiliser plus de 38 mds de dollars américains auprès d'investisseurs institutionnels tels les fonds souverains, les fonds de pension, les fonds de capital-risque et les banques commerciales et de développement.

Banque Mondiale – Le Groupe de la Banque mondiale, qui dispose d'un bureau permanent à Libreville, figure parmi les principaux partenaires du développement du Gabon. Nous pouvons en effet nous associer à d'autres partenaires multilatéraux ou bilatéraux. Par exemple, dans le cadre du projet de développement des compétences et de l'employabilité, nous avons signé sous l'égide du gouvernement gabonais un mémorandum avec la Banque Africaine de développement aux fins de mutualiser nos financements pour l'intérêt de l'éducation technique de la jeunesse gabonaise.

Fonds Monétaire International Oui, comme indiqué précédemment, étant donné que le FMI supervise les comptes macroéconomiques et extérieurs du pays, il peut gérer un pool de soutien financier constitué d'autres institutions de développement. Ensemble, ces institutions forment le paquet de soutien financier dans le cadre d'un programme du pays supporté par le FMI.

ECONOMIE GABON + : À quel taux et sur quelle durée prêtez-vous ?

Agence Française de Développement – L'AFD accorde différents types de prêts. Leurs conditions (durée et taux notamment) sont déterminées en fonction de la nature du projet et de son environnement (impact et contexte politique, économique, social, environnemental) et de la qualité de l'emprunteur (public/privé, secteur d'activité, notation, garanties). Les bénéficiaires de ces prêts peuvent être des États, des collectivités ou des entreprises (publiques ou privées).

On peut noter que même si les prêts représentent près de 85% du portefeuille de l'AFD, l'Agence propose également des subventions (dont des financements ONG), des garanties, des prises de participation, et bien entendu, de l'assistance technique.

Banque Africaine de Développement – Par sa nature, en plus de prêter et de prendre des risques dans des contextes que d'autres jugeraient bien trop hasardeux, la Banque africaine de développement offre des taux d'intérêts très attractifs et sur des maturités longues. Comme toute institution financière, la Banque africaine de développement mobilise elle-même des fonds auprès de ses partenaires et sur les marchés, avant de les prêter à son tour à ses clients. Ainsi, la Banque africaine de développement – notée triple A par les agences de notation internationales (Moody's, Standard&Poor's, Fitch) – a exécuté en mars 2018, à Londres, un nouvel emprunt obligataire de référence de 2 mds de dollars américains avec une maturité de 3 ans et un coupon de 2,625 %, soit à peine 26 points de base au-dessus du coût de financement du gouvernement américain sur les mêmes maturité et devise.

Banque Mondiale – Les conditions de prêt, notamment la monnaie, le tableau de remboursement, le spread applicable au prêt et le type de spread (fixe ou variable), sont décidées au moment de la négociation du prêt. Le taux de référence ou de base est normalement égal au taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) ou dans la zone

euro (EURIBOR) à six mois au début d'une période d'intérêt. Il est à noter que les taux prêteurs en vigueur sont publiés sur le site de la Trésorerie de la Banque mondiale.

Fonds Monétaire International Le FMI prête à un taux non concessionnel aux Pays à Revenus Intermédiaires tels que le Gabon. Le taux d'intérêt n'est pas fixe, car il fluctue en fonction de la valeur du DTS (c'est-à-dire un panier des cinq principales monnaies mondiales : le dollar américain, l'euro, la livre sterling, le renminbi chinois et le yen japonais). Si l'on veut entrer dans la technicité du sujet, on peut dire qu'il s'agit d'un taux mis à jour chaque semaine sur la base des rendements sur 3 mois d'une moyenne pondérée des taux d'intérêt représentatifs des dettes à court terme sur les marchés monétaires des monnaies du panier du DTS. Au moment de cet entretien, le taux d'intérêt annuel du prêt du FMI est de 1,054%. Au-delà, la maturité du prêt dans le cadre du mécanisme élargi de crédit comme du programme gabonais est de dix ans.

ECONOMIE GABON + : Sous quelles conditions débloquez-vous les fonds ?

Agence Française de Développement – Les conditions de déblocage des fonds sont spécifiques à chaque projet. Elles sont définies dans une convention signée entre l'AFD et sa contrepartie. D'une façon générale, on peut indiquer que les fonds sont décaissés progressivement, en fonction de l'avancée du projet. Si la mise en œuvre d'un projet s'avère difficile, quelles qu'en soient les raisons, les fonds sont en général retenus jusqu'à ce que le niveau de réalisation s'avère satisfaisant. Dans certains cas, des projets ont été définitivement arrêtés, car leur réalisation rencontrait des difficultés jugées insurmontables, les fonds n'ont pas été versés et le prêt a été annulé. Il est parfois préférable de faire un tel choix afin de ne pas immobiliser inutilement des ressources et d'alléger le niveau d'endettement d'un État, quitte à reprogrammer ces projets lorsque le contexte et l'environnement redeviennent plus favorables.

Banque Africaine de Développement

Impact, impact, impact : telle est la condition *sine qua non* de notre intervention. Bien sûr, d'autres critères liés spécifiquement aux projets entrent en ligne de compte. Ainsi pour les appuis budgétaires, le pays doit s'engager à une série de réformes allant de la collecte plus efficace des impôts à l'amélioration du climat des affaires. Pour les projets portés par le secteur privé, la Banque africaine de développement insiste sur leur bancabilité et leur rentabilité à moyen ou long terme, mais là encore, des impacts forts, comme la création d'emplois, restent l'objectif ultime.

Banque Mondiale

Les fonds sont débloqués conformément aux instructions de l'accord de prêt signé entre la Banque et le client (gouvernement). Les clauses relatives aux décaissements sont énumérées dans la lettre de décaissement. Les conditions de décaissement peuvent être d'origine administrative, juridique et/ou opérationnelle. Il s'agira par exemple de la mise en place d'une unité de coordination de projet, de la mise en place d'un fond de contrepartie ou encore de la mise en œuvre de certaines réformes.

Fonds Monétaire International

Le programme du FMI comporte une série de critères de réalisation quantitatifs et structurels liés à la macroéconomie du pays (le cadre macroéconomique).

Dans le cas du Gabon, ces critères et repères structurels sont conçus en tenant compte des trois principaux piliers du programme : la consolidation budgétaire via la mobilisation des recettes non pétrolières et le contrôle des dépenses (notamment les dépenses courantes), tout en préservant un niveau suffisant de dépenses sociales ; l'amélioration et l'augmentation de la transparence de la gestion des finances publiques ; et enfin, les réformes structurelles visant à améliorer le climat des affaires au Gabon conformément au PRE et au Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

Lors de chaque mission d'examen du programme, les services du FMI évaluent les progrès accomplis en ce qui concerne ces critères de performance et les repères structurels conformément au calendrier fixé dans le cadre du programme. S'ils sont globalement respectés, la mission parvient à un accord avec la mission du FMI et prépare un rapport qui est soumis à l'appréciation du Conseil d'Administration du FMI représenté par les directeurs exécutifs de tous ses pays membres, y compris celui du Gabon. C'est le Conseil d'Administration qui décide en dernier ressort s'il estime que les réformes sont suffisantes pour décaisser la prochaine tranche de financement.

ECONOMIE GABON + : Êtes-vous en mesure de consentir des prêts au secteur privé ?

Agence Française de Développement

Oui, au travers de Proparco, filiale de l'AFD dédiée au secteur privé. L'engagement en faveur du secteur privé remonte à la création de l'AFD. Avant même la naissance de Proparco, il y a 40 ans, l'AFD s'est appuyée sur les atouts



Siège du Fonds Monétaire International à Washington

uniques de ce secteur qui est le premier créateur d'emplois dans les pays en développement. Il contribue à l'offre de biens et services essentiels, notamment dans les infrastructures, la santé, l'éducation et l'énergie. Il est moteur d'innovation et de progrès technique, en matière de transition énergétique par exemple, et générateur de recettes fiscales indispensables aux États. Sous réserve de réguler son empreinte sur l'environnement et de veiller à l'application de bonnes pratiques sociales, le secteur privé est indissociable d'une politique de développement ambitieuse et efficiente.

Au Gabon, nos interactions avec le secteur privé sont de deux types :

- prêt de Proparco à la SETRAG dans le cadre du programme de réhabilitation du Transgabonais ;
- garanties accordées aux banques commerciales, pour les encourager à octroyer des prêts aux PME. Ces dernières constituent en effet l'essentiel du tissu économique du pays, mais sont souvent perçues comme une clientèle risquée et leur accès au financement reste très limité. C'est pourquoi l'AFD propose aux institutions financières un dispositif de partage des risques afin d'appuyer le développement de ce type de structures.

Banque Africaine de Développement

La Banque africaine de développement a consenti 6 mds d'euros de financement au secteur privé sur le continent [chiffre à juin 2018]. C'est le résultat d'une accélération de nos efforts au cours des quinze dernières années, la Banque reconnaissant le secteur privé comme le véritable moteur de la création d'emplois et du développement sur le continent. Ce chiffre inclut un milliard de dollars américains en capital dans des fonds d'investissements dits « *private equity* », qui, à leur tour, investissent dans les PME et les grandes entreprises nationales.

Le Gabon a demandé à la Banque de l'accompagner toujours plus activement dans les partenariats public-privé (PPP) et le financement du secteur privé. Nous avons ainsi accordé un engagement de

62 millions d'euros qui concourra à la diversification de l'économie du Gabon. De plus, et avant la fin de l'année 2018, nous espérons conclure une opération de 40 millions d'euros pour l'extension du port d'Owendo qui fera chuter le temps de déchargement et de chargements des biens de plus de quatre jours à moins de vingt-quatre heures, un gain de productivité dont les entreprises comme les particuliers devraient bénéficier fortement. Dans le secteur de l'énergie, c'est plus de 100 millions d'euros que nous comptons investir dans les PPP pour les centrales hydroélectriques de Ngoulmoudjim et Dibwangui, un projet porté par le fonds souverain FGIS. La Banque africaine de développement souhaite maintenant s'engager plus activement dans le secteur privé agro-industriel, du tourisme et des services.

Banque Mondiale

Le financement du secteur privé se fait à travers IFC (International Finance Corporation). Membre du Groupe de la Banque mondiale, IFC est l'institution mondiale d'aide au développement la plus importante dont les activités concernent exclusivement le secteur privé dans les pays en développement. IFC utilise et mobilise ses produits et services ainsi que ceux des autres institutions du Groupe afin d'apporter des solutions de développement adaptées aux besoins de ses clients. Durant l'année fiscale 2018, IFC a fourni plus de 23 mds de dollars de financement pour le développement du secteur privé dont 11,7 mds mobilisés auprès de partenaires financiers. En 2016, IFC a financé la Société d'Exploitation du Transgabonais (SETRAG) à hauteur de 52,5 millions d'euros afin d'améliorer l'efficacité du réseau ferroviaire gabonais. Les 650 km reliant Franceville à Libreville permettent de relier les mines de minerai de fer et de manganèse marchés internationaux. Ce financement comprend également un prêt parallèle de 32,5 millions d'euros de Proparco, la branche de financement du secteur privé de l'Agence française de développement.

Fonds Monétaire International - Non, c'est strictement hors du mandat du FMI ■



sur



dès janvier
2019



Flashez ce code avec votre Smartphone et visitez notre site web economie-gabon.ga

www.economie-gabon.ga

SUR NOTRE SITE

ÉCONOMIE GABON+ FAIT PEAU NEUVE
AVEC LA REFORME DE SON SITE INTERNET...
REDÉCOUVREZ L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE
DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS
NOTRE VITRINE WEB

Flashez
ce code
avec votre
Smartphone
et visitez
notre site



POUR SON 7^e ANNIVERSAIRE ET SA 70^e ÉDITION, ECONOMIE GABON+ SE LANCE DE NOUVEAUX DÉFIS
CHAÎNE YOUTUBE, REFONTE DU SITE INTERNET, NEWSLETTER BIMENSUELLE...



L'ensemble de ces vecteurs de communication sont à votre disposition,
selon vos messages à transmettre,
selon votre actualité, selon le public à atteindre, selon la période concernée...



Newsletter Bimensuelle
15 203 adhérents
(selon les dernières statistiques officielles
22% de la diaspora la reçoit).



Facebook enregistre
2 100 abonnés à la page



Twitter compte
2 318 Followers



LinkedIn échange avec
6 068 relations



YOUTUBE une chaîne baptisée :
Les Échos de l'Éco
Décembre 2018

NOUVEAU A GEANT CKDO...



Conception & Photographie Xavoer

... Retrouvez nous tous les jours
sur facebook  **GEANT CKDO**
et découvrez nos menus préparés
sur place par notre équipe traiteur.

Vous pouvez également réserver
votre plat du jour en appelant votre magasin
au **01.74.77.22/23**



GéantCKdo

* Offre valable selon disponibilité des plats et menus proposés de 9h00 à 13h30